



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'aménagement du territoire**

Le mardi 16 avril 2013 — Vol. 43 N° 20

Interpellation : L'absence de leadership du gouvernement
péquistes quant aux enjeux liés à la métropole

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente de l'aménagement du territoire

Le mardi 16 avril 2013 — Vol. 43 N° 20

Table des matières

Exposé du sujet	
M. Pierre Arcand	1
Réponse du ministre	
M. Jean-François Lisée	3
Argumentation	4
Conclusions	15
M. Jean-François Lisée	15
M. Pierre Arcand	17

Autres intervenants

M. Jean-Marie Claveau, président suppléant

M. Daniel Breton
M. Alain Therrien
M. Stéphane Le Bouyonnec
M. Henri-François Gautrin

Le mardi 16 avril 2013 — Vol. 43 N° 20

Interpellation : L'absence de leadership du gouvernement péquiste quant aux enjeux liés à la métropole

(Neuf heures deux minutes)

Le Président (M. Claveau) : Alors, s'il vous plaît! Alors, je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs téléphones cellulaires.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation du député de Mont-Royal au ministre responsable de la région de Montréal sur le sujet suivant : L'absence du leadership du gouvernement péquiste quant aux enjeux liés à la métropole.

M. le secrétaire, y a-t-il des remplacements?

Le Secrétaire : Oui, M. le Président. Mme Gadoury-Hamelin (Masson) est remplacée par M. Claveau (Dubuc); M. Villeneuve (Berthier) est remplacé par M. Therrien (Sanguinet); M. Carrière (Chapleau) est remplacé par M. Gauthrin (Verdun); M. Iracà (Papineau) est remplacé par M. Arcand (Mont-Royal); M. Spénard (Beauce-Nord) est remplacé par M. Le Bouyonnet (La Prairie).

Le Président (M. Claveau) : C'est beau. Alors, je vous rappelle brièvement le déroulement de l'interpellation. Dans un premier temps, le député de Mont-Royal aura un temps de parole de 10 minutes pour ses remarques d'ouverture, suivi du ministre pour également 10 minutes. Par la suite, des périodes de cinq minutes seront allouées selon la séquence suivante : d'abord, un député de l'opposition officielle, ensuite le ministre, puis un député du groupe formant le gouvernement, et ainsi de suite. Je comprends qu'il y a une entente à l'effet que le député du deuxième groupe d'opposition interviendra lors de la troisième et sixième séries d'interventions. 20 minutes avant la fin de l'interpellation, j'accorderai 10 minutes de conclusion au ministre et un temps de réplique égal au député de Mont-Royal.

Enfin, je vous rappelle que le débat ne peut, à moins d'un consentement, dépasser midi. Étant donné qu'on débute à 9 h 4, ainsi, comme la séance a débuté à 9 h 4, y a-t-il consentement pour poursuivre nos travaux au-delà de midi, soit jusqu'à... C'est plutôt 11 h 4. Ce n'est pas midi, mais 11 heures, 11 h 4.

Une voix : ...

Le Président (M. Claveau) : Ah non, non, non, c'est assez.

Une voix : ...

Le Président (M. Claveau) : Non, non, non, ce n'est pas... Est-ce que j'ai le consentement? Ça va. Alors, M. le député de Mont-Royal, vous avez la parole pour 10 minutes.

Exposé du sujet

M. Pierre Arcand

M. Arcand : Merci beaucoup, M. le Président. J'en profite également pour saluer, bien sûr, mon collègue de Verdun, M. le ministre, les collègues également de l'opposition.

Je pense que le sujet, évidemment, aujourd'hui, est un sujet particulièrement important parce que Montréal, lorsqu'on regarde cette ville et le grand ensemble, si on veut, de la Communauté métropolitaine de Montréal, c'est la moitié du Québec, c'est véritablement un élément majeur, et on ne peut pas avoir un Québec fort s'il n'y a pas une ville forte à ce niveau-là. Le problème que nous avons sur la question montréalaise, c'est qu'on est en présence d'une vision, je dirais, de la part du gouvernement qui semble être une vision, je dirais, un peu jovialiste des choses parce qu'on se veut optimiste, on veut que les choses avancent. Nous sommes les premiers à vouloir que ces choses-là avancent, mais, évidemment, on ne voit pas de plan de la part du gouvernement, on ne voit pas de quelle façon on va pouvoir y arriver.

D'ailleurs, vendredi dernier, lors d'un discours du maire de Montréal... Il y a eu un discours qui a été assez critiqué, d'après ce que j'ai vu dans les journaux, où on se voulait justement... Pour suivre un peu ce que le ministre disait, on se veut montréalais-optimiste, on disait : Bon, bien, les choses vont commencer à aller dans le cas de Montréal, on va réussir à passer à travers. Moi, je veux bien, je suis d'accord pour qu'on soit le plus optimiste possible par rapport à Montréal, mais la problématique, encore une fois, c'est que la situation, elle est très sérieuse. Et je ne parle pas seulement de la question de l'éthique, je parle véritablement de la situation générale de Montréal en tant que ville.

Et donc, si on regarde ça de près, je vais simplement vous donner quelques statistiques : perte de près de 40 000 emplois à Montréal depuis janvier 2013; le taux de chômage sur l'île qui est rendu au-delà de 8 %; dans les derniers

bulletins sur les investissements privés et publics, le Québec dans son entier, on était en 2012 à 10,2 %, là on parle d'un maigre 0,5 %. Et, donc, tout ça m'indique que la situation à Montréal va être assez difficile.

On voyait également certains articles. Entre autres, un de David Descôteaux dans *Le Journal de Québec*, on disait qu'on trouve presque autant de maisons à vendre actuellement à Montréal qu'à Toronto et Vancouver ensemble. C'est un ralentissement immobilier qui touche d'abord Montréal et qui va avoir, évidemment, un impact sur l'ensemble, si on veut, de la province.

Je pense que les changements au cours des derniers mois n'ont pas aidé, évidemment, les citoyens, nécessairement, à reprendre complètement confiance aux institutions. Et on a eu, comme vous le savez sans doute, le fameux épisode des nids-de-poule, et j'espère pouvoir savoir du ministre, dans cet épisode-là, s'il a réussi à convaincre son collègue du Conseil du trésor, là, que ce n'est pas seulement de limiter le rôle de l'Autorité des marchés financiers à seulement 25 contrats, mais qu'on va pouvoir être plus flexible et y aller pour pouvoir aider Montréal, qui n'est pas une petite ville, qui est une grande ville, à pouvoir, finalement, avoir le nombre suffisant de contrats à ce niveau-là.

Moi, en fait, contrairement aux gens de la deuxième opposition, qui disaient que Montréal était une ville morte, il y a eu une déclaration à cet effet-là... Le problème, ce n'est pas que Montréal est une ville morte, mais c'est une ville qui, depuis l'arrivée du Parti québécois, n'avance pas actuellement. Je lisais aujourd'hui un papier qui était écrit par M. Réal Ménard, le maire de l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve, et tous les programmes dont il parlait, que ce soit le Quartier des spectacles, tous les projets dont il a parlé, les usines de biométhanisation pour les matières résiduelles, ensuite de ça, la décontamination des terrains, un paquet de projets comme ça, ce sont tous des projets qui avaient été initiés par notre précédent gouvernement. Et je pense qu'il n'y a pas une personne qui est dans le milieu des affaires à Montréal qui ne vous dira pas, actuellement, qu'il y a une énorme crainte sur l'avenir de Montréal. Et ce n'est pas une crainte qui est liée véritablement à la conjoncture mondiale. On sait que la conjoncture mondiale n'est peut-être pas parfaite actuellement, mais il est clair, actuellement, que ce gouvernement ne propose rien de très excitant pour Montréal. Et je sais que, lorsqu'il y a eu le budget qui a été proposé par le ministre des Finances au mois de novembre, écoutez, même les critiques... même Louise Harel, qui n'est pourtant pas une libérale, que je sache, disait que, dans ce budget-là, il n'y avait rien pour Montréal.

• (9 h 10) •

Alors, moi, je veux bien croire le ministre de la Métropole, croire en son optimisme, mais, malheureusement, les gestes ne suivent pas les paroles. Et ça, je pense qu'il doit s'expliquer aujourd'hui pour nous dire de quelle façon il va vouloir relancer Montréal. Et moi, je serais très intéressé également à savoir de sa part, en particulier aujourd'hui, dans une des pièces maîtresses, où on disait essentiellement que c'était un élément qui allait certainement aider à la relance de Montréal, on parlait de, lorsqu'il y avait un investissement — je pense que c'était 300 millions — il y avait à l'intérieur de ça, évidemment, je dirais, un congé de taxes de 10 ans. Alors, moi, ce que j'aimerais savoir de la part du ministre, c'est combien d'entreprises ont profité de ça — ça fait depuis le mois de novembre qu'on en parle — parce que Montréal doit être la locomotive du Québec.

Et un des éléments, souvent, dont les économistes parlent et qui ne mentent à peu près jamais dans la plupart des cas, c'est l'activité qui existe que ce soit au niveau portuaire ou que ce soit au niveau des aéroports. Or, Montréal, depuis les derniers mois, semble vouloir avoir une diminution du nombre de ses passagers, alors qu'à Toronto on est toujours dans une augmentation de plus de 4 %.

Et j'inviterais le ministre, aujourd'hui, à ne pas nous parler, évidemment, que tout ce qui arrive est soit la faute de l'ancien gouvernement ou encore la faute du gouvernement fédéral, je pense qu'il n'y a pas actuellement, au sein de ce gouvernement-là, une vision. Il n'y a pas eu de mesure dans le dernier budget qui concerne la métropole de façon efficace. Il y a actuellement absence complète d'une stratégie efficace pour soutenir la croissance des secteurs importants de Montréal, le secteur biopharmaceutique, aéronautique, entre autres, qui sont des éléments très importants, et il y a également, je pense, différentes technologies d'information qui pourraient être mises en valeur. Je ne parlerai pas non plus de l'industrie du jeu vidéo, qui fait beaucoup de mises à pieds après avoir connu des croissances absolument exponentielles au cours des dernières années. Il semble qu'à Montréal, actuellement, les gens se posent des questions. Et, donc, je ne vois pas là simplement le cas d'une conjoncture mondiale, je vois là certainement une inactivité de la part du gouvernement, un désintéressement de la part du gouvernement. Et mon collègue de Verdun aura l'occasion certainement d'en parler un peu plus tard au cours de cette interpellation, mais une des situations, évidemment, particulièrement critiques, pour ce qui est de Montréal, est toute la question qui touche la santé.

Je sais que le ministre a annoncé qu'il y aurait, le 6 mai prochain, un forum pour développer les grappes industrielles de Montréal. On ne peut pas être en désaccord avec un forum là-dessus. Le problème, c'est que vous n'avez pas d'argent, vous ne mettez pas d'argent pour soutenir les industries à Montréal, pour soutenir de façon importante la métropole. Ce sont donc des enjeux extrêmement majeurs. J'espère que cette interpellation va nous permettre, effectivement, de pouvoir sensibiliser le ministre, sensibiliser le gouvernement sur le fait que Montréal est plus importante que jamais. Le Québec ne peut pas avancer si Montréal n'avance pas, et je pense qu'il est du devoir et de l'intérêt public pour le gouvernement de vraiment accorder à Montréal l'importance au niveau du développement. Et le constat aujourd'hui, c'est que l'absence de leadership du Parti québécois quant aux enjeux liés à la métropole risque d'entraîner des conséquences sérieuses pour Montréal, et ce sont des conséquences dont on pourrait visiblement se passer. Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Mont-Royal. Maintenant, je cède la parole à M. le ministre, également député de Rosemont, pour une période de 10 minutes.

Réponse du ministre**M. Jean-François Lisée**

M. Lisée : Merci, M. le Président. Je salue mon collègue de Mont-Royal, de Verdun, le collègue de La Prairie. De mon côté, j'ai avec moi le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques, le député de Sanguinet, mon chef de cabinet et le sous-secrétaire adjoint à la Métropole.

Je vais d'abord reprendre une des déclarations du député de Mont-Royal. Il dit : Il n'y a pas une personne des milieux d'affaires qui ne vous dira pas que c'est inquiétant pour Montréal, qu'il est inquiet pour Montréal. Il n'y a pas une personne des milieux d'affaires qui va dire ça. Et je comprends qu'on est dans un système d'opposition et que l'opposition dit que ça va mal, que le gouvernement dit que ça va mieux. Lorsque l'opposition était au pouvoir, elle disait que ça allait mieux, l'opposition disait que ça allait mal. On connaît les règles du jeu, on sait que ça fait partie du dialogue. Mais, quand même, il faut rester dans le cercle du vraisemblable, hein, dans ces discussions. Il est bon que l'opposition mette constamment le gouvernement en état de vigilance, puisse mettre la lumière sur les insuffisances, les défaillances. C'est excellent dans le système parce que ça permet, lorsqu'un gouvernement est réactif et... Si, parfois, il n'avait pas jugé à sa bonne mesure l'ampleur d'un problème, bien, l'opposition, la presse sont là pour faire en sorte que ce ne soit pas le cas. Mais, enfin, lorsqu'on dit qu'il n'y a pas une personne des milieux d'affaires à Montréal qui n'est pas inquiète, bien, moi, je dirais qu'il y en a au moins une personne, une personne, et, en fait, une personne qui a été désignée par toutes les autres personnes des milieux d'affaires pour représenter le milieu d'affaires de Montréal, ce serait le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Michel Leblanc.

Or, il a déclaré en mars 2013, donc plusieurs mois après l'élection du Parti québécois, plusieurs mois après que, selon le député de Mont-Royal, l'inaction, le manque de leadership... Lui n'a pas dit ça, mais certains de ses collègues ont dit l'angoisse fiscale. L'angoisse fiscale, hein, selon des membres de l'opposition, qui aurait pris à la gorge l'ensemble des créateurs d'emplois à Montréal et qui expliquerait pourquoi tout va si mal et que plein de projets d'investissement qui foisonnaient, pourrait-on penser à entendre les libéraux, seraient tout à coup disparus dans la brume à cause de cette angoisse forcée par l'arrivée du méchant gouvernement du Parti québécois.

Eh bien, là, il y a plusieurs mois, là, on est en septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février, mars... On est sept mois après, et, pourtant, que nous dit le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain devant 350 personnes qui étaient venues l'entendre? Il dit : «Avec plus de 80 grues en activité, le dynamisme de notre métropole n'est plus à démontrer. Les projets présentés aujourd'hui — ce jour-là de mars 2013, sept mois après l'élection du PQ — annoncent un visage nouveau pour la métropole : densification du centre-ville avec des immeubles d'habitation en hauteur, construction des premières tours de bureaux depuis près de 20 ans...» Imaginez, depuis 20 ans, il n'y avait pas eu de tours de bureaux, pendant les neuf ans du gouvernement libéral et même avant. Et là, tout à coup, le président de la chambre de commerce nous dit : Pour la première fois, malgré l'élection du Parti québécois ou peut-être à cause de l'élection du Parti québécois... Enfin, c'est soit l'un ou soit l'autre, soit ni l'un ni l'autre, hein? Parce que vous m'avez bien dit, M. le député, qu'il ne fallait pas dire que tout ce qui arrive est la faute de l'ancien gouvernement. Donc, je suppose que ces tours à bureaux qui se construisent ne sont pas de votre faute, hein?

Mais vous m'avez dit aussi : C'est difficile... Parce que vous avez lu le texte de Réal Ménard ce matin dans le journal et qui dit un certain nombre de choses qui se produisent, il dit : Tout ça, c'est grâce à nous. Alors, ne nous dites pas des choses qui se passent maintenant qui sont grâce à nous et ne dites pas que qui n'arrive pas est de notre faute. Alors, on ne peut rien dire. On ne peut rien dire. Mais, en tout cas, ce qu'on peut dire certainement, c'est que les choses qui se déroulent quand même, hein, qui, selon vous, n'auraient pas dû se dérouler, puisque ça va si mal, bien, si elles se déroulent quand même, n'ont pas été arrêtées malgré notre présence. Ça, c'est le minimum qu'on peut dire. Nous, on pense qu'on aide, hein? Mais, en tout cas, de toute évidence, on ne nuit pas autant que ce vous dites.

Alors, je continue. Alors, il dit, monsieur... C'est toujours Michel Leblanc, président de la chambre de commerce : Les projets annoncent un visage nouveau pour Montréal : «...construction des premières tours de bureaux depuis près de 20 ans, revitalisation des quartiers comme ceux entourant la gare de triage Outremont et la Maison de Radio-Canada. C'est tout le territoire qui bénéficie maintenant de la relance de la métropole...» Peut-être qu'il s'est trompé, mais il a dit «la relance de la métropole». Mais comment est-ce que le président de la Chambre de commerce de Montréal peut parler de relance de la métropole? Il n'a pas entendu le député de Mont-Royal dire que ça va extraordinairement mal. Je veux dire, il faudrait que vous vous parliez, là, parce que, certainement, vous ne parlez pas de la même métropole. Bon.

• (9 h 20) •

Alors, il continue, il dit : «En plus des grands projets institutionnels, le secteur privé est de nouveau au rendez-vous...» De nouveau au rendez-vous. Alors, j'ai trouvé ça drôle parce qu'il dit «de nouveau», comme si, avant, il ne l'était pas, hein? Avant, ce n'était pas nous. Bon, il dit : «...de nouveau au rendez-vous, avec de nombreux projets résidentiels, commerciaux et à usage mixte. L'annonce d'un projet majeur dans la Quartier des spectacles par Canderel et le Fonds immobilier de solidarité FTQ...»

Bon, là, je sais que je ne suis pas censé parler du fédéral, mais j'espère que le fait que le gouvernement fédéral ait sabré dans le crédit fiscal au fonds de la FTQ ne nous empêchera pas de continuer à développer le Québec comme nous l'avons fait. Et, comme le fonds FTQ, avec Canderel, là, une grande société privée, fait un investissement important dans le Quartier des spectacles, alors ce projet «améliorera l'offre d'espace de bureaux prestigieux dans un milieu urbain unique. Le projet L'Avenue de Construction Broccolini deviendra la plus haute tour à usage mixte à Montréal avec ses 50 étages. Cadillac Fairviewa quant à elle annoncé un plan à long terme d'investissement de plus de 2 milliards de dollars dans le secteur de la gare Windsor.»

En plus, ils l'ont réannoncé en mars. Malgré le pessimisme distillé par le Parti libéral, et pas par vous, M. le député de La Prairie, mais un de vos collègues, hein, qui a dit, comme l'a dit le député de Mont-Royal, que Montréal était morte ou à l'agonie, bien, ils ne sont pas au courant, là, à Cadillac Fairview, ils investissent 2 milliards de dollars en mars de cette année autour de la gare Windsor. «Il y avait longtemps — et là c'est Michel Leblanc qui parle — que nous n'avions pas assisté à un tel — tenez-vous bien — enthousiasme.» Enthousiasme. Je veux dire, c'est quand même extraordinaire, le député de Mont-Royal habite Montréal et il n'a rien vu de ça. Michel Leblanc habite Montréal, il parle de la relance de Montréal et de l'enthousiasme du secteur privé pour l'investissement dans la ville.

Et là j'ai peur de manquer de temps, M. le Président, mais je n'ai pas terminé de citer M. Michel Leblanc. Mais j'ai beaucoup de choses, hein, sur lesquelles je veux revenir, mais peut-être, tout à l'heure, je pourrai le faire. Mais, je pense, c'est important juste pour tracer, là, le fond de scène de la relance de Montréal et de l'enthousiasme du privé : «Le redéploiement du Parc olympique est sur la bonne voie avec 200 millions de dollars d'investissements prévus au cours des quatre prochaines années. L'attrait d'Espace pour la vie et l'ouverture prochaine du tout nouveau planétarium...» C'est ouvert, je suis allé, c'est extraordinaire. Je vous invite tous à aller au planétarium voir les deux salles du planétarium, c'est vraiment... c'est fabuleux. C'est un équipement dont on vient de se doter, et, encore là, ce n'est pas grâce à nous, ce n'est pas de notre faute, hein, c'était prévu depuis longtemps, mais ils n'ont pas arrêté de le construire quand on est arrivés, ils l'ont quand même terminé, ils l'ont quand même ouvert. Les gens étaient là, ils ont dit : Ils sont enthousiastes, ça fait partie de la relance de Montréal.

Alors : «...un investissement de 48 millions de dollars, contribueront à bonifier l'offre touristique de la métropole. Ces projets renouvellent le milieu de vie des quartiers avoisinants et agissent comme catalyseurs d'une offre de services commerciaux améliorée.»

Alors, je vais choisir, là, dans la minute qui reste : «Le Quartier de l'innovation, qui sera officiellement lancé en mai 2013, est un exemple de meilleures pratiques en matière d'intégration [de] milieu de vie. Technoparc Montréal et son éco-campus Hubert Reeves ont annoncé un potentiel d'investissement de 250 millions de dollars. Le développement du site Outremont par l'Université de Montréal...», etc. Je n'ai pas le temps, là, il reste juste 38 secondes.

Alors, écoutez, ce qu'on voit, d'une part, ce sont des Montréalais du secteur privé qui investissent dans la relance de Montréal, qui sont enthousiastes, qui ont des projets, et moi, comme ministre de la Métropole, j'en vois tous les jours, des gens de toutes les grappes industrielles, des gens des jeux vidéo, des gens de la pharmaceutique, des gens de l'aérospatiale. On a encore annoncé récemment, il y a deux semaines, avec le ministre Marceau, un investissement dans l'aérospatiale pour reprendre une partie d'Aveos, et on n'est pas dans la pénurie de projets, on est dans l'abondance de projets. Voilà, M. le Président.

Argumentation

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le ministre. Nous allons maintenant entamer la période d'échange. M. le député de Mont-Royal, vous avez la parole pour un maximum de cinq minutes.

M. Arcand : Merci, M. le Président. Vous savez, lorsque je vois le ministre arriver comme ça avec une certaine forme de patinage, je dois vous dire que je suis toujours surpris parce que ça démontre, en tout cas, jusqu'à quel point il y a des choses qui ne mentent pas. Les chiffres, en général, ne mentent pas. Il a parlé abondamment de M. Michel Leblanc. Moi, je peux bien le citer. Moi, j'ai une citation ici en date du 13 avril 2013, et c'est marqué ici : *Vision opposées de Montréal. Les gens d'affaires et le maire Applebaum ne s'entendent pas sur l'état de santé de la métropole.* Alors, j'imagine que, comme le maire est optimiste, j'imagine que les gens d'affaires étaient pessimistes. Et, à l'intérieur de ça, bien, on le cite, Michel Leblanc. Et là il dit que Montréal est une ville fragilisée, etc., un centre-ville exsangue, etc. Mais ce qu'il dit aussi, et ça, de façon très claire, c'est qu'il attend de façon importante qu'il y ait des réalisations de projets d'infrastructure majeurs, et il dit qu'il attend après Québec. Il a cité l'implantation d'un système rapide par autobus sur l'avenue Pie-IX qui se fait toujours attendre après une annonce qui avait été faite il y a quelque temps. «C'est en voie de s'obtenir — dit-il — le record du plus long projet à réaliser...»

Alors, quand on regarde la situation de cela, on voit jusqu'à quel point le gouvernement ne s'intéresse pas à Montréal. Il y a peu de choses qui ont été faites jusqu'ici pour Montréal, et même dans des secteurs particulièrement majeurs où, normalement, on dit toujours : C'est l'apanage du Parti québécois. Vous vous êtes gargarisés en vous disant, par exemple, que vous alliez aider les familles de Montréal, que vous alliez travailler à ça. Moi, ici, j'ai plein de lettres que je reçois qui m'enjoignent, d'ailleurs... des centres de la petite enfance qui m'enjoignent de dire au gouvernement d'arrêter de faire des compressions de plus de 56 millions dans des réseaux de services de garde parce que la situation, elle est particulièrement dramatique. Alors, d'un côté, on nous dit qu'il va y avoir plus de services de garde et, d'autre côté, on coupe. Allez comprendre dans quelle direction on va.

Moi, ce que je vois, en tout cas... Et je ne demande pas aux gens de croire moi ou de croire le ministre. Qu'on regarde ce que les analystes disent sur Montréal, qu'on regarde ce que les analystes, sur une base indépendante, disent de la situation économique de Montréal, et je pense que, sans être une situation catastrophique, tout le monde va reconnaître que c'est une situation extrêmement préoccupante. Et, je pense que le dernier budget, c'est ce qui, d'habitude, détermine les efforts qui doivent être faits pour aider une métropole, bien, il n'y avait rien. Tout le monde l'a dit, et ça, c'est quelque chose qui fait l'unanimité, c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu d'actions de la part du gouvernement. Dans le secteur pharmaceutique, on avait une mesure où on avait une dépense d'à peu près 175 millions pour essayer de relancer l'industrie pharmaceutique. On a remplacé ça par une dépense de 25 millions, alors que tout le monde au Canada et aux États-Unis, actuellement, essaie d'aller chercher des nouvelles biotechs, des nouvelles entreprises de ce type-là.

Ça a été la même chose pour l'industrie du jeu vidéo. M. le ministre, qu'est-ce qu'on fait dans le cas de l'industrie du jeu vidéo? À toutes les semaines, il y a une annonce, actuellement, d'une entreprise qui va mettre à pied des gens dans l'industrie du jeu vidéo. Il avait été question, à un moment donné, d'aider ces entreprises-là dans cette industrie, il avait été question... On en avait parlé qu'il fallait continuer à travailler en ce sens-là, le budget arrive, absolument rien pour cette industrie-là. Vous le savez très bien que ce sont des emplois d'avenir, ce sont des emplois importants pour Montréal. C'est une marque de commerce de Montréal et c'est une marque d'avenir pour nos jeunes. Or, il n'y a rien de ce côté-là.

Et je pourrai certainement avoir l'occasion d'y revenir également en matière de transport parce que, là aussi, il semble y avoir des problèmes importants. Et, lorsqu'on fait un peu de sémantique, comme vous le faites actuellement, c'est parce qu'il n'y a pas d'argent sur la table, ça m'apparaît très clair.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Mont-Royal. Je cède maintenant la parole à M. le ministre.

• (9 h 30) •

M. Lisée : Merci, M. le Président. Écoutez, dans mon intervention précédente, je me suis limité à citer le responsable, le représentant des milieux d'affaires. Alors, vous pouvez être en désaccord avec lui, c'est ce que j'ai fait. J'ai oublié de dire qu'il avait comptabilisé, lui, pour 14 milliards de dollars de projets privés sur la table en ce moment à Montréal qui non seulement sont confirmés, mais ont été réaffirmés. Et, dans le cas de Cadillac Fairview, ils les ont faits.

Alors, vous parlez du jeu vidéo, oui, effectivement, Montréal est un centre mondial de jeu vidéo grâce à l'action du Parti québécois. Ça, c'est certain, il n'y a aucun doute que ça n'existait pas avant que Bernard Landry décide de mettre énormément d'efforts pour faire de Montréal un centre mondial du jeu vidéo en inventant un crédit d'impôt extrêmement attractif qui faisait en sorte de mettre ensemble des aides gouvernementales, de remplacer par une aide à la formation... et ce crédit d'impôt, il est toujours là. Alors, il y a des entreprises qui embauchent, des entreprises qui n'arrivent pas à prendre le virage actuel du jeu en ligne. Et j'ai rencontré, M. le député de Mont-Royal, j'ai rencontré récemment les gens d'Ubisoft. D'ailleurs, j'ai soupé à Paris, la semaine dernière, avec le président d'Ubisoft International et je suis allé visiter leurs studios ici. J'ai vu des gens de Warner Bros, et on m'a parlé des projets qu'ils avaient de développement, pour lesquels ils demandent un accompagnement gouvernemental, et, bien sûr, nous sommes en train de les accompagner dans ces projets de développement... un projet de développement du jeu vidéo à Montréal. On s'en occupe, c'est très important, c'est très intéressant, et nous avons un avenir important là-dedans et dans la jonction entre le jeu vidéo et les films 3D qui sont en train de se faire.

Vous avez cité notre ami commun Michel Leblanc pour parler de Pie-IX et vous avez dit : C'est le record du plus long projet à se réaliser. Oui, mais, quand vous dites ça, là, on est arrivé il y a sept mois. Alors, ce n'est pas nous, le record, hein? Le record, il a commencé bien avant nous. Alors, je suis content que vous le souligniez, et qu'effectivement, lorsqu'on est arrivé au pouvoir, on a été pris devant un certain nombre de projets mal ficelés, mal pensés, laissés à l'abandon. Et, d'ailleurs, ce que M. Leblanc disait au sujet de la ville exsangue, il référerait très précisément aux manifestations quotidiennes de l'an dernier.

Alors, si on se demandait, à l'inverse, quelles seraient les pires choses qu'on pourrait faire pour nuire à la métropole — or, la situation n'est pas catastrophique, comme le député l'a dit, mais qui devrait être meilleure, on va s'entendre là-dessus, qui devrait être meilleure — alors, que pourrions-nous faire si quelqu'un avait de la mauvaise volonté pour Montréal? Bien, c'est, évidemment, créer une crise sociale telle que, tous les jours, il y aurait des manifestations à Montréal. Ça, ce serait une chose à faire pour nuire à Montréal. C'est ce qu'a fait l'ancien gouvernement. Pour nuire à Montréal, ce serait refuser de donner les outils à Montréal pour se débarrasser de la corruption et de la collusion. Et, par exemple, j'aimerais quand même vous dire que, sur cette question d'une commission d'enquête sur la corruption, unanimement, les membres du conseil municipal de Montréal, unanimement, ont demandé en décembre 2009 au gouvernement libéral de créer une commission d'enquête. C'est ce dont Montréal avait besoin de toute urgence. Et, même à la fin 2010, la FTQ-Construction s'est rendue à la nécessité de créer cette commission d'enquête, et, pourtant, il a encore fallu jusqu'en octobre 2011 pour que, contraint et forcé, le gouvernement Charest décide de cette commission.

Ça veut dire qu'au minimum, là... Et puis, en 2008, évidemment, il y avait un membre de l'ADQ qui le demandait. Bon, M. Legault était parti ailleurs, ça ne l'intéressait pas, ces commissions d'enquête, pendant très longtemps. Mais, en tout cas, pendant deux ans après la demande unanime du conseil municipal de Montréal, le gouvernement libéral a refusé d'ouvrir la commission d'enquête. La pire chose qu'on pouvait faire pour nuire à Montréal, c'était de ne pas aller au fond des choses là-dedans. Et je comprends que M. Tremblay est un ancien ministre libéral, que M. Zampino était un ancien candidat libéral, qu'il y a beaucoup de gens, là, qui sont aujourd'hui à Charbonneau qui sont des anciens libéraux, mais l'intérêt national, l'intérêt de la métropole, c'est ce qui primait et ce qui qu'il fallait faire.

Et, si ce qu'il fallait faire aussi pour ne pas nuire à Montréal, c'était bien gérer le dossier du CHUM, alors là on est vraiment au-delà de toute incompétence politique dans la gestion du dossier du CHUM, qui, finalement, va ouvrir. On ne pensait pas que ça se ferait de notre vivant, mais ça va être fait, là. Et, quant au dossier du CUSUM, bien, on voit l'extraordinaire gabegie dans la gestion des fonds — les gens qui ont été nommés là, un bon ami du nouveau chef libéral — qui fait en sorte que, pour l'instant, c'est une honte. Alors, si on voulait nuire à Montréal, on aurait fait ce que l'ancien gouvernement a fait.

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci, M. le ministre. Juste avant de céder la parole à un autre député, je fais un petit rappel, qu'on ne nomme pas les députés par leur nom, mais par le comté qu'ils représentent. Alors, M. le député de L'Assomption, qui est chef de la deuxième opposition officielle. Alors, je cède la parole à M. le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques pour une période de cinq minutes.

M. Breton : Merci, M. le Président. Parfait. C'est M. le député de Mont-Royal qui disait : Laissons parler les chiffres. Parfait, je vais donner quelques chiffres : 2001, 2003, 2011. 2001, le gouvernement du Parti québécois a convoqué la commission Nicolet pour parler des pistes de solution pour l'avenir du transport Montréal—Rive-Sud. 2003, c'est en 2003 que le rapport Nicolet a été remis au gouvernement précédent. Qu'est-ce qui a été fait entre 2003 et 2011? Réponse : Rien. On s'est retrouvé avec des infrastructures qui tombaient et donc, pendant huit ans, on a assisté à un total manque de planification et de vision au niveau du transport dans la région de Montréal.

D'autres chiffres maintenant : 320, 500, 1 100, zéro. 320, puisque vous aimez les chiffres, c'était le montant qu'était supposé coûter l'Ilot Voyageur. 500, c'est le montant final. Mais 1 100, ce sont les 1 100 logements étudiants qu'il était supposé y avoir. Puis zéro, c'est le résultat. Ça fait que, si vous voulez laisser parler les chiffres, moi, je trouve que ces chiffres-là sont assez parlants.

Maintenant, parlons 80. 80, c'est le surplus, au niveau de la construction du CHUM, que ça coûte, 80 % plus cher que ce qui avait été planifié par votre gouvernement.

On peut donner d'autres chiffres aussi. Il y a un projet dont M. le ministre n'a pas parlé où il y a des chiffres que je trouve assez intéressants — et M. le député de Mont-Royal, à cette époque-là, était ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, il n'y avait pas la Faune à l'époque — moins six, moins 20, deux. Moins six, ça, c'étaient les objectifs du Protocole de Kyoto fixés, que son gouvernement avait dit qu'il atteindrait, que le ministre précédent de l'Environnement et des Parcs a dit qu'on était pour atteindre et que le Commissaire au développement durable a dit qu'on n'avait pas atteint. Pourtant, il y avait un projet qui s'appelait Turcot, le plus gros projet d'infrastructure routière au Québec. Et, quand est venu le temps de voir comment est-ce qu'on pourrait diminuer les émissions de gaz à effet de serre avec le plus gros projet d'infrastructure routière au Québec, c'est drôle, mais on n'a pas entendu beaucoup de pistes de solution de la part du gouvernement précédent. Quand on a fait l'annonce, il y a deux semaines, trois semaines, à peu près, de ce qu'on était pour faire avec Turcot, c'est-à-dire qu'on parlait d'un projet qui avait été lancé il y a sept ans... Autre chiffre, sept ans, c'est assez long, je trouve. Donc, ce projet-là, il y a sept ans, on nous a présenté un projet avec une vision des années 50, une vision complètement dépassée. Soyons francs, le projet Turcot qu'on présente, ce n'est pas le projet Turcot idéal qu'on aurait voulu si on était arrivés au pouvoir avec la possibilité de présenter un nouveau projet Turcot. Mais on a quand même rattrapé les choses de façon intéressante, je crois.

D'abord, en présentant un projet où on va pouvoir faire en sorte qu'il y ait deux personnes par voiture aux heures de pointe qui vont se promener de façon pendulaire, ça, ça va diminuer la circulation de 40 %. 40 %, au niveau des émissions de gaz à effet de serre, M. le député de Mont-Royal, vous le savez, c'est un impact énorme. Mon étonnement, c'est que vous, qui avez été ministre de l'Environnement, vous n'avez pas proposé une telle solution. Vous parlez de manque de vision tout à l'heure. Pour moi, c'est un parfait exemple du manque de vision de votre gouvernement. Rappelez-vous que le Commissaire au développement durable, lorsqu'il a remis le rapport sur votre plan d'action sur les changements climatiques... On va donner d'autres chiffres. Le plan d'action 2006-2012, qu'est-ce qu'il a dit que vous aviez fait avec le 1,5 milliard? Ça, c'est un autre chiffre intéressant. Pas eu de suivi, pas eu de résultats concrets.

Donc, si on veut parler de chiffres, moi, je suis prêt à parler de chiffres pendant toute la matinée, parce que j'en ai d'autres, dans l'autre période de cinq minutes qui va m'être donnée à parler. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques. On vous rappelle aussi qu'on s'adresse toujours au président, puis pas directement au député de l'opposition. Alors, maintenant, pour un cinq minutes, le député de Verdun ou le... C'est M. le député de Verdun ou c'est le député de Mont-Royal?

• (9 h 40) •

M. Gauthrin : On va permuter, M. le Président.

Le Président (M. Claveau) : M. le député de Mont-Royal.

M. Arcand : Bon, alors, écoutez, je vais, d'abord, essayer de répondre... Parce que, vous savez, le député de Sainte-Marie, M. le Président, a parlé de nombreux chiffres, là, sur les gaz à effet de serre, et je pense que le public n'est pas toujours nécessairement informé, là, du détail technique de ces éléments-là. Moi, je dirai la chose suivante. Premièrement, quand on parle du projet Turcot, on s'aperçoit que nous, on avait présenté un projet à 3 milliards, et essentiellement, à quelques légères modifications près, ce projet-là est essentiellement le même que celui qui a été annoncé par la première ministre lors d'une conférence de presse avec quelques modifications. Il coûte 3,7 milliards cette fois-ci, et non pas 3 milliards. Mais, essentiellement, c'est ça.

Mais il y a un chiffre qui, pour moi, est encore plus important puis plus fondamental, c'est que, lorsque nous étions au gouvernement, dans le transport en commun, les wagons de métro, tout ce qui a été fait pour l'amélioration du transport en commun, c'est plus de 1 milliard de dollars qu'on a dépensés, contrairement à l'ancien gouvernement, qui en dépensait à peu près 200 millions. Alors, moi, je veux bien être vertueux sur le plan de l'environnement et entendre... Les gens du Parti québécois disent qu'ils sont vertueux sur ce plan-là, mais une chose est très claire, c'est que les chiffres, encore une fois, indiquent que nous avons investi beaucoup plus dans le transport en commun au fil des dernières années que le Parti québécois n'aura jamais investi en ce sens-là.

Deuxièmement, moi, je lance un défi au député de Sainte-Marie. Le défi est très, très simple. Nous avons présenté un plan d'action sur les changements climatiques, et une grande partie de ce plan d'action, bien sûr, touche la ville de Montréal. Nous avons dit que nous allions réduire les gaz à effet de serre. L'objectif, c'était 20 % d'ici 2020. Or, le Parti québécois parle d'une réduction de 25 %. Le problème, c'est que je veux bien 25 %, mais on ne nous dit pas qu'est-ce qu'on va faire. Est-ce qu'on va empêcher les gens à Montréal d'avoir une deuxième voiture, comme l'ancien député de La Prairie

en avait parlé à un moment donné? Qu'est-ce qu'on va faire exactement pour atteindre ce chiffre de 25 %? Alors, ça, c'est une des choses sur lesquelles j'aimerais bien entendre à un moment donné le député de Sainte-Marie sur ces questions-là.

Alors, encore une fois, ce que je dis, c'est que, sur l'essentiel de ces questions-là de transport, je pense que le record de notre gouvernement est un record qui est très important. Je pense que nous avons fait des efforts majeurs, que ce soit un plan pour l'auto électrique, que ce soit au niveau des investissements majeurs dans le transport en commun. Le problème, c'est que, dans le fond, on a une vision qui se ressemble entre le Parti québécois et nous sur ces éléments d'environnement... Le problème, c'est que vous n'investissez pas à Montréal. Vous n'êtes pas capables d'aller chercher les revenus qui permettent actuellement au Québec de grandir, et ça se reflète sur vos investissements à Montréal. Vous avez, depuis que vous êtes arrivés au pouvoir, fait de nombreuses coupures, des coupures extrêmement importantes, et plusieurs de ces coupures-là touchent la région de Montréal de façon significative.

Et, en ce sens-là, à un moment donné, très honnêtement, j'ai eu l'impression que le ministre, à quelque part, qui, pourtant, est quelqu'un d'intelligent, qui veut que Montréal grandisse, qui veut qu'il y ait des projets financés par le gouvernement du Québec, j'ai eu l'impression, à un moment donné, que le ministre était quelque peu boycotté par ses collègues de région. Je ne sais pas exactement pourquoi, mais on dirait qu'à chaque fois qu'on a parlé de Montréal il y avait à quelque part un blocage parce que, justement — et je pense que le dernier budget du ministre des Finances est un exemple concret — il n'y a rien qui a suivi les belles paroles qui ont été faites et qui ont été dites sur Montréal.

Et donc, moi, je ne veux pas être négatif à outrance sur Montréal, mais, une chose est claire, l'interpellation que nous avons aujourd'hui, ce n'est pas sur le fait que Montréal est terminée, que Montréal est morte, que Montréal n'avancera pas. L'interpellation que nous avons aujourd'hui, c'est sur l'inaction du gouvernement en matière de projets pour la métropole. Le gouvernement doit comprendre que, si le Québec veut avancer, c'est beau, investir dans les régions, il faut le faire, on est tous d'accord avec ça, mais une priorité doit être donnée à Montréal de façon importante.

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci, M. le député de Mont-Royal. Alors, on poursuit pour un autre cinq minutes avec M. le ministre.

M. Lisée : Le député de Mont-Royal et moi sommes tout à fait d'accord que, si on veut que le Québec fonctionne, si on veut que le Québec avance, Montréal, qui est la locomotive du Québec, doit avancer. Ça ne fait aucun doute ni dans mon esprit, ni dans l'esprit du gouvernement, ni dans l'esprit de mes collègues des régions.

Et, d'ailleurs, je vais revenir sur cette question de budget parce que le député de Mont-Royal y tient, il en avait déjà parlé au moment des crédits. Il aura remarqué qu'il n'y a pas de section Montréal dans le budget de novembre. C'est vrai, il n'y a pas de section Montréal. Et le maire de Québec a vu qu'il n'y avait pas de section Québec, et le maire de Saguenay a vu qu'il n'y avait pas de section Saguenay. En fait, le budget est un budget pour tout le Québec. Et, comme Montréal, c'est la moitié de la population et la moitié du PIB, bien, c'est un budget pour Montréal.

Alors, le député a déjà mentionné le crédit fiscal de 10 ans pour les investissements de 300 millions, nous espérons pouvoir annoncer des choses en ce sens-là. Évidemment, il y a une chance sur deux que ça tombe à Montréal, au moins une chance sur deux. Mais, pour le pharmaceutique, la règle des 15 ans, qui était désuète, que le gouvernement libéral aurait dû la modifier il y a plusieurs années, nous l'avons modifiée pour faire en sorte qu'il y ait un crédit d'impôt spécifique pour le nouveau modèle d'affaires de la pharmaceutique et nous avons déjà des résultats. Par exemple, l'Institut Neomed, dont nous avons annoncé le 23 novembre dernier un investissement, un consortium de recherche compétitive public-privé dans le secteur biopharmaceutique. Et, comme je suis ministre de Montréal, je peux vous dire qu'il y a d'autres investissements comme ceux-là qui sont dans les tuyaux.

Dans ce budget, il y a évidemment une certitude qui a été réaffirmée, c'est à la fois celle que les travaux d'infrastructure... Parce qu'on a déposé juste avant une étude de KPMG-SECOR qui montrait combien les travaux d'infrastructure avaient dérivé au point, sous l'ancien gouvernement, d'avoir des dépassements de coûts de 80 %, donc un gaspillage éhonté, que, nous, nos travaux d'infrastructure auraient les chiffres corrects, les budgets corrects et seraient réalisés dans les délais. C'est ce que nous avons fait.

Alors, des investissements, j'ai parlé de Neomed. J'étais, le 4 avril dernier, avec le ministre Marceau pour annoncer AJW Technique, qui est un investissement de 30 millions de dollars sur l'aérospatiale. Et, sur l'aérospatiale, là, depuis septembre, parce qu'il y en a qui étaient dans le pipeline avant, il y en a qu'on a accompagnés, il y a une dizaine d'investissements dans l'aérospatiale à Montréal et un important investissement, là, qu'on est sur le point de ficeler. Alors, ça, ça se passe très bien.

Le 20 décembre, on a lancé le Fonds Mosaïque, 2 millions de dollars; le 5 octobre, Les Fermes Lufa, 16 millions de dollars pour le secteur de l'agriculture urbaine, c'est à Montréal; Croissance Québec Techno, le 2 avril, pour l'accompagnement, une dizaine d'entrepreneurs dans le domaine de la technologie, etc. J'en ai plusieurs comme ça.

Écoutez, le gouvernement du Québec est non seulement présent, est non seulement en accompagnement, mais le nombre de projets qui se développent à Montréal, comme le dit le président de la chambre de commerce, c'est... Son terme, je n'oserais pas l'utiliser. Mais son terme, c'est «enthousiasme». Son terme, c'est «enthousiasme». O.K.? Moi, je dirais qu'il y a un foisonnement de projets.

Maintenant, pour les infrastructures de transport, effectivement, moi, je suis très impatient parce que je... Un des gros investissements québécois pour Montréal, c'est de faire en sorte que le transport y soit plus fluide. Bon, bien, donc, on a refait les calculs, refait les travaux pour Turcot, c'est annoncé. Des investissements de transport ont été annoncés mon collègue des Transports, et il y a une déclinaison qui sera faite bientôt, entre autres pour désengorger le port de Montréal. Ça, ça s'en vient pour bientôt. Nous avons finalement les projets de métro qui sont sur la table, qui sont sous discussion, sur lesquels nous aurons des annonces à faire bientôt. Donc, il y a un certain nombre de choses sur

lesquelles, d'ici l'été, les Montréalais sauront quelle est l'orientation du gouvernement, quels sont les investissements, quels sont les calendriers, et, enfin, on aura une vision lisible de l'avenir du transport à Montréal.

Évidemment, le député a mentionné Champlain. Si seulement il pouvait utiliser ses contacts parmi les fédéralistes pour nous dire pourquoi le gouvernement fédéral, qui a investi dans d'autres ponts dans le reste du Canada et qui a investi dans des systèmes légers sur rail ailleurs au Canada, refuse de mettre un seul cent sur le pont le plus achalandé au Canada. Ça, c'est une réponse qu'on essaie d'avoir.

• (9 h 50) •

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le ministre. Alors, M. le député de Sanguinet pour une période de cinq...

M. Therrien : Merci, M. le Président. Ce qui ressort de la discussion actuellement, c'est un peu ce qu'on voit depuis le 4 septembre. On est critiqués par rapport à une certaine forme d'immobilisme ou je ne sais pas comment appeler ça, mais il faut comprendre qu'on a eu un héritage. Puis je ne veux pas passer de temps là-dessus trop, trop, mais juste comparer ce que nous, on propose depuis le début de nos actions et ce qui précédait.

Alors, on a parlé du budget Marceau. C'est sûr que, quand tu regardes le budget Marceau... Je peux dire «budget Marceau», M. le Président?

Le Président (M. Claveau) : Budget du ministre des Finances.

M. Therrien : Budget du ministre des Finances, oui. C'est parce que, quand j'étais étudiant en histoire, mon professeur me disait toujours : Gouverner, c'est prévoir. Et, donc, on installe des mesures qui vont, à moyen et long terme, porter des côtés positifs à notre environnement économique et social. Bien, disons que le gouvernement précédent y allait en réaction. Il y a un pont qui tombe, réaction. Il y a telle affaire qui se produit, réaction. Et ce qu'il avait proposé pour relancer Montréal, c'était le Plan Nord, puis il disait qu'en développant le Nord il y aurait des répercussions sur le développement de Montréal. En tout cas, il avait élaboré un stratagème extraordinaire pour le développement de la ville de Montréal, c'est que Montréal devenait, si on veut, là, à la remorque de ce qui se passait dans le Nord du Québec. C'était leur grande trouvaille. Il y en a d'autres qui pensent au Projet Saint-Laurent, c'est de décontaminer les terres, mais peu importe.

Alors, nous, notre action, c'est du concret, c'est de la vision. Quand on parle du budget Marceau, déficit zéro, c'est de la vision. Quand on parle que le budget du gouvernement, c'est un budget qui veut éliminer le déficit, bien, c'est parce que ça va encourager les investissements étrangers, qui vont venir ici davantage. Quand tu arrives avec un assainissement des finances publiques, c'est sûr que les étrangers viennent davantage ici. Et où est-ce qu'ils viennent, les étrangers? C'est prouvé, c'est à Montréal qu'ils viennent davantage, c'est le pôle d'attraction des investissements étrangers. Alors donc, ce budget du ministre des Finances, c'est une relance à moyen et long terme. C'est sûr que ce n'est pas tellement sexy parce qu'on se dit : Bien, écoutez, qu'est-ce que ça vient avoir avec Montréal? Bien, il faut être visionnaire puis il faut s'apercevoir que c'est un plan de développement sur du moyen, du long terme. Puis, même à court terme, je regardais les chiffres des investissements étrangers, on remarque déjà, déjà qu'il y a une augmentation des investissements étrangers au Québec, et à Montréal en particulier.

Le Québec inc. Le Québec, c'est un pays de petites et de moyennes entreprises. On sait que le parti qui était au pouvoir précédemment, c'est un parti de la grande entreprise. Ils ont laissé tomber les petites entreprises, les moyennes entreprises, les actions n'étaient pas concertées en ce sens-là, et, oui, on a eu une baisse de l'activité économique qui découlait de ces PME. Mais, nous, avec la relance qu'on propose, avec les politiques qu'on propose, c'est justement de relancer les PME, qui sont très implantées sur l'île de Montréal. C'est quelque chose qu'il faut comprendre aussi. Quand on parle de gérer avec vision, c'est de ça qu'on parle.

Quand on parle d'intégrité, mon ami Robert Gagné, qui vient de sortir une étude la semaine passée aux HEC qui dit : Il y a 400 millions de dollars qui ont été gaspillés à cause de la collusion, la corruption, 400 millions. Qu'est-ce qu'on aurait pu faire dans la ville de Montréal avec ce 400 millions là? C'est oublié, ça. Or, si on avait eu un gouvernement visionnaire autant que nous précédemment, on n'aurait pas attendu au-dessus de deux ans pour avoir une commission d'enquête sur la corruption puis la collusion, on aurait eu un 400 millions qui aurait été disponible pour le développement du Québec ou le développement de la ville de Montréal. Mais ce n'est pas ce qu'on a vu, on était toujours en attente. Et, nous, bien, on récolte les pots cassés, puis, avec notre dynamisme puis avec notre vision économique claire, bien, on a pu rétablir et on va rétablir Montréal sur les rails, surtout avec le ministre qui est délégué à la métropole, qui travaille très fort en ce sens.

Quand on parle de la construction, on parle de Montréal, qui est comparée à Toronto et Vancouver. Espérons qu'on ne comparera jamais à Toronto et Vancouver. Je ne le sais pas si le député de Mont-Royal est au courant comment les bulles spéculatives ont écrasé le marché, le marché immobilier à Toronto et à Vancouver. Une personne de Vancouver ne peut même plus s'acheter une maison à Vancouver. On ose comparer la situation de Montréal à la situation de Vancouver, espérons que c'est une rigolade. Les permis de construction, en février, sur l'île de Montréal, ont augmenté de 14,6 % en février. On veut des chiffres, on les a ici. En mars, ça a augmenté de 18,5 %. Là, on parle de croissance. Là, on parle d'espoir, d'optimisme. Quand on décide de construire, c'est parce qu'on a un optimisme, on a confiance en l'avenir. C'est une preuve, ces chiffres-là. C'est de ça qu'il faut parler, pas se comparer à des villes qui ont été écrasées par des bulles spéculatives.

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci, M. le député de Sanguinet. Maintenant, on laisse la parole au député de La Prairie, député du deuxième groupe d'opposition. M. le député de La Prairie.

M. Le Bouyonnet : Merci, M. le Président. J'en profite pour saluer M. le ministre, le député de Laurier—Saint-Marie, mon turbulent voisin le député de Sanguinet et...

Une voix : Sainte-Marie-Saint-Jacques.

M. Le Bouyonneq : Sainte-Marie—Saint-Jacques et le député de Verdun, le député de Mont-Royal. J'ai changé un peu l'ordre de mon intervention. J'avais l'intention d'interpeller immédiatement le ministre, comme il se doit, mais vraiment, en entendant mes collègues de l'opposition officielle, j'admire la retenue dont fait preuve le ministre parce que, cette interpellation, je pense que c'est une audace ultime. C'est peut-être de l'inconscience, mais il y a une forme de dissonance cognitive, de déni alors qu'on sait très bien que les libéraux, pendant leur règne, ont laissé tomber Montréal comme ce n'est pas possible. Ils ont tardé, comme on l'a dit tout à l'heure, à lancer la commission d'enquête Charbonneau. Ils ont annoncé des projets... Comme, par exemple, le projet du collègue de Louis-Hébert sur la fluidité, l'accès au port de Montréal qui avait été annoncé, c'était ferme, ça a été laissé tomber. Que penser, par exemple, du fait qu'on ait décidé de construire le CHUM au-dessus de Saint-Luc, de détruire à toutes fins un hôpital alors qu'on va manquer de lits de longue durée à Montréal, simplement parce que le nouveau chef du Parti libéral voulait, envers et contre tous, envers toute la communauté d'affaires qui promettait d'investir dans le nouveau CHUM, a préféré, envers et contre tous, construire le CHUM sur Saint-Luc?

Moi, je pense que c'est ce genre de comportement là qui fait en sorte que l'opposition officielle, qui a été chassée du pouvoir, Dieu merci, sera encore davantage et sévèrement jugée par les Québécois au fur et à mesure que l'on verra se dérouler les annonces et les rapports au niveau de la corruption, de la collusion suite à la commission Charbonneau. Ils ont géré Montréal, M. le Président, de manière pitoyable. Par contre, ils avaient une gestion bien huilée de leurs intérêts personnels ainsi que de ceux de leurs amis. Pour avoir passé le gros de ma carrière, 25 ans, dans les milieux financiers à Montréal, c'était partout, et on remarque aujourd'hui que les principaux interpellés sont soit d'anciens ministres libéraux ou des candidats libéraux. Puis ce n'est même pas juste à Montréal, c'est même à Laval. Mais, par contre, on le nie. Même au niveau du financement des partis politiques, on voit très, très bien où le gros des sommes sont allées. Je n'en dirai pas plus parce que je risquerais de déborder et je préfère regarder vers l'avenir et interpeller le ministre sur la situation de Montréal maintenant.

Lors d'un débat lors de la campagne électorale avec le député d'Outremont, il indiquait, par exemple, il disait : Montréal a eu beaucoup de chance parce que, finalement, le responsable de la métropole, c'était le ministre des Finances. Moi, ma réaction, ça a été de dire : Ah! mon Dieu! qu'est-ce que ça aurait été si ça n'avait pas été lui au sein du Conseil des ministres pour répondre de Montréal?

Le nouveau gouvernement a décidé d'avoir un ministre de la Métropole. La question pour le ministre, c'est : Je sais qu'il jouit d'une autorité morale au cabinet, il va sans dire, mais est-ce que ça va plus loin que ça? C'est une responsabilité transversale. On voit très bien que — et tous gouvernements confondus — le gouvernement du Québec a une tendance à procrastiner versus Montréal, à faire l'autruche, c'est toujours un prétexte à un report, peu importe le type de projet. J'ai été très déçu de voir que Turcot... Je suis en désaccord avec mes collègues de l'opposition officielle en disant que c'est le même projet à quelques différences près, je ne sais pas comment ils peuvent dire ça. C'est un nouveau projet, mais le résultat net, c'est quand même qu'on reporte de deux ans. Lorsqu'on regarde l'échangeur Dorval, c'est de deux à trois ans par manque de planification. M. le ministre, vous êtes aussi responsable du commerce extérieur, c'est l'arrivée sur Montréal pour les investisseurs étrangers. Le Train de l'Est, on apprend que le précédent gouvernement, avec Joël Gauthier, n'avait pas fait les réserves foncières, il y a un dépassement de coûts, on m'indique que le Train de l'Est est stoppé. Le boulevard Notre-Dame, c'est la même chose. L'accès au port de Montréal, on en a parlé, la voie rapide. Le toit du stade, on voit encore des reports sur le toit du stade. Avez-vous une autorité, M. le ministre, pour intervenir?

• (10 heures) •

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de La Prairie. Alors, M. le ministre.

M. Lisée : M. le député de La Prairie, merci pour votre question. Je partage entièrement la première partie de votre intervention et je suis content de pouvoir répondre à la deuxième. La question que vous posez sur l'autorité morale, évidemment, moi, je répondrai oui, mais la dynamique, elle est bien réelle et elle existe depuis... J'étais conseiller de M. Bouchard au moment de la création du ministère de la Métropole, qui était un véritable ministère. Mais, effectivement, que l'on soit un véritable ministère ou, dans mon cas, un ministre responsable de la métropole avec la responsabilité d'un secrétariat à la métropole, il se pose toujours le problème de la transversalité. Et c'est à dire que, les transports, qui sont très importants à Montréal — 80 % des investissements en transport public se font sur le territoire de la métropole — bien, il y a un ministre des Transports, puis il y a un ministre de la Santé, puis un ministre de l'Éducation. Puis, quand on est une région qui englobe la moitié du PIB et la moitié de la population, bien, c'est sûr que c'est tout le gouvernement qui est impliqué à un titre ou à un autre.

Et, donc, la question qui est posée, c'est : Comment est-ce qu'on fait cet arrimage? Alors, la première ministre a décidé que j'allais diriger le comité ministériel sur Montréal, ce qui fait en sorte qu'autour de la table du comité que j'ai le privilège de diriger il y a la moitié du Conseil des ministres, avec le ministre des Finances, le ministre des Transports, ministre des Régions, le ministre de la Culture, bon, et parfois des ministres invités selon... Et je peux vous dire que c'est un lieu de grands débats parce que mon rôle à moi, c'est non seulement d'essayer de donner un sens de direction, de priorités, de dire combien est essentiel pour l'action gouvernementale et même, pour le gouvernement, d'être une partie de la solution, d'accompagner Montréal dans sa relance... Le fait est que, lorsqu'on réunit les ministres de la métropole autour de la table, la pression combinée et volontaire de l'ensemble des ministres de la métropole est très forte, et, en fait, bon, mon autorité, quelle qu'elle soit, est renforcée par l'intérêt que porte sur le Stade olympique, sur le Train de l'Est, sur Champlain, sur... Tous les grands débats qui animent Montréal font l'objet de débats au comité ministériel et font en

sorte que nous avons un ordre de priorité, qui est responsable de quel dossier, à quelle vitesse ça avance, comment est-ce qu'on peut faire une pression collective, aller chercher nos alliés. Bon, mon rôle en ce sens-là en est un de coordination et de donner une direction.

Et je peux vous dire que je suis très... j'avais des appréhensions parce que je savais ce qui s'était produit dans le passé parfois entre les responsables de la métropole et les responsables sectoriels, mais là je dois vous dire qu'on tire tous dans la même direction. Évidemment, il arrive des moments où il y a des arbitrages qui sont faits, on veut avoir des infrastructures, etc., et je dois dire, encore là, que le président du Conseil du trésor, qui vient d'une région, est très conscient de l'importance de Montréal. Je vais vous donner une anecdote. Une fois, je lui ai dit : Bon, bien, écoutez, pour telle ou telle raison... Il dit : Regarde, il dit, il faut le faire parce que c'est une priorité. Il ne voulait même pas savoir d'autres raisons latérales de bénéfices marginaux qu'on pourrait en tirer, c'est une priorité. Moi, je suis un impatient. Alors, ça se voit parfois, j'essaie de bousculer mes collègues. Je veux qu'une annonce soit faite rapidement, j'aimerais fixer une date et qu'on travaille à rebours par rapport à cette date-là pour une annonce importante. Bon, c'est peut-être la pratique d'avoir une heure de tombée régulière, de vouloir constamment... Mais c'est cette énergie-là que je mets pour Montréal.

Alors, effectivement, lorsqu'on fait la liste, comme vous venez de le faire... comme vient de le faire le député de La Prairie, le rond-point Dorval, bien, c'est une catastrophe, le rond-point Dorval est une catastrophe, comment se fait-il qu'un rond-point prenne 10 ans à se construire? Bon. Et c'est la porte d'entrée de Montréal, et pourquoi est-ce qu'on n'a pas une desserte ferroviaire pour Dorval? Bon, ce sont tous des sujets sur lesquels, moi, je voudrais que ça soit réglé dans deux ans, je voudrais qu'on prenne la décision maintenant. Bon, on essaie de toutes les façons. Au moins, maintenant, pour la desserte aéroportuaire, contrairement aux années précédentes, il y a une discussion positive qui se fait entre l'AMT, et le CP, et les autorités aéroportuaires pour essayer d'arriver à quelque part. Pour les dessertes internationales de Dorval, il y a eu une rencontre récemment avec les principaux partenaires pour essayer de trouver des solutions pour avancer. Donc, on prend chacun de ces dossiers-là, et j'aimerais qu'ils soient tous réglés, mais on fait en sorte de faire avancer chacun des dossiers. Le désengorgement du port de Montréal en est un. Le Train de l'Est, ça progresse, ça progresse. Ça progresse moins vite qu'on le voudrait, mais ça progresse. Le Train de l'Ouest, on fait cette discussion...

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci, M. le ministre. On va poursuivre avec le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques.

M. Breton : Merci, M. le Président. Moi, je voudrais souligner d'entrée de jeu, le député de Mont-Royal m'est, somme toute, très sympathique, on a souvent des discussions comme ça dans un corridor. Mais je dois dire que je trouve intéressante son inquiétude parce que je me dis : Qu'est-ce qui peut faire qu'un homme devienne si inquiet? Puis là je me préoccupe de sa santé. Et qu'est-ce qui fait qu'il semblait, aussi bien lui que ses collègues, pendant neuf ans, si confiant? Moi, je me dis que... tout à coup, s'est-il passé un cataclysme, une catastrophe? Pourtant, je veux dire, les cataclysmes, les catastrophes, j'en ai parlé tout à l'heure, je l'ai évoqué, et le député de La Prairie l'a bien dit, lui aussi, il y a beaucoup de choses qui sont arrivées sous leur gouvernement. Mais je suis, pour reprendre un petit peu les termes de M. le ministre, montréaléo-réaliste. Je pense que la réalité, c'est qu'il y a effectivement une relance. Moi, je peux vous dire que, dans ma circonscription, on travaille très fort pour faire en sorte de rattraper, de rattrapper des catastrophes telles que l'îlot Voyageur. Et je peux vous dire que ce n'est pas le boulot que vous nous... Vous nous en avez laissé, du travail. Je peux vous dire qu'on ne s'ennuie pas.

Mais, ceci dit, on aime les défis. Donc, la raison pour laquelle je dis ça, c'est qu'aussi bien qu'il s'agisse de l'îlot Voyageur que du projet du CHUM... Le CHUM, on le voit, là, ça grossit, ça grandit. Je veux dire, il y a quelque chose qui se passe. Donc, de parler de projets, de dire : Oui, ça prend des projets... Oui, ça prend des projets, mais ça prend des projets éthiques. Et une des prérogatives principales de notre gouvernement, c'était justement de faire en sorte que les choses se fassent de façon éthique. Et c'est justement quand vous parlez... Parce que le député de La Prairie a parlé du projet Turcot qui était retardé, bien c'est justement pour des raisons éthiques qu'il faut retarder un peu la livraison de ce projet-là. C'est important de ramener ça dans le sens du monde, en bon québécois.

Donc, moi, je vais vous dire honnêtement, je suis montréaléo-réaliste, et la réalité, c'est que l'ampleur du défi est énorme, mais la bonne volonté, aussi bien de la part des gens d'affaires de Montréal... J'étais, hier, avec les gens qui travaillent sur le PPU du Quartier latin, que notre collègue connaît bien, et ces gens-là veulent voir ce qui a été fait pour la première partie du Quartier des spectacles, pour lequel, je dois le dire, le gouvernement précédent a fait une part positive. Mais la suite doit être faite pour le Quartier latin, c'est-à-dire la rue Saint-Denis, le Théâtre Saint-Denis, qui fête ses 100 ans bientôt. Tout ça doit être fait de façon à ce qu'on puisse faire ressurgir Montréal.

Il ne faut pas oublier de dire une chose, c'est important de noter que l'étalement urbain et l'arrivée de théâtres un peu partout en région et en banlieue, que ce soit dans le Dix30, que ce soit à Hector-Charland, ça fait en sorte d'avoir un impact sur les assistances dans les théâtres du centre-ville. Il y a beaucoup de théâtres dans ma circonscription. Donc, il faut voir ça comme un défi. Je vais vous dire, ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile, mais une chose est certaine, c'est qu'avec des gens visionnaires comme ceux qui travaillent sur la nouvelle mouture du PPU du Quartier latin, sur le Quartier des spectacles, deuxième version, avec ce que nous, on propose aussi bien pour le pharmaceutique, que l'aéronautique, que le culturel avec mon collègue le député de Bourget et ministre de la Culture et des Communications, moi, je vais vous dire, mon optimo-réalisme fait en sorte que je suis persuadé que, lorsqu'on va arriver au 375^e anniversaire de Montréal, au 50^e anniversaire de l'Expo, on va être capables... On a déjà commencé à relancer Montréal, comme Québec s'est vue propulsée par son 400^e. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques. Maintenant, la parole est au député de Verdun.

• (10 h 10) •

M. Gautrin : Je vous remercie, M. le Président. Je voudrais prendre les quelques minutes qui sont disponibles actuellement pour essayer de convaincre le ministre d'intervenir dans le domaine de la santé, actuellement, sur Montréal. La situation est assez dramatique. On a voulu... Et je pense que le ministre l'a toujours supporté lorsqu'il était président de CERIUM, le principe de créer de Montréal un pôle international santé — et je ne pense pas, à l'heure actuelle, que ça soit remis en question par les différents gouvernements — ça a voulu dire la création du CUSUM, la création du CHUM. On pourra revenir sur les financements de chacune des parties.

Là, à l'heure actuelle, il y a deux problèmes importants dans ce cadre-là. Le premier problème, c'est celui, évidemment, de la diminution des fonds de recherche au Fonds de recherche en santé qui a pu avoir un effet sur l'attraction des chercheurs sur Montréal. On pourra en discuter aussi après.

L'autre problème, c'est les compressions qui ont été faites à l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal. Alors, probablement, le ministre doit le savoir, actuellement, M. le Président, la mécanique de financement des agences de santé et de services sociaux est un mécanisme double. Il y a une partie du financement qui est un financement dit historique avec un élément d'indexation. Il y a une autre partie du financement qui vient sur un financement sur la population avec le phénomène que, d'ailleurs, sur Montréal on a un problème sur la première et deuxième ligne. Dans le cas, il y a des gens de la couronne qui viennent se faire soigner sur Montréal et sur lesquels il n'y a pas nécessairement un remboursement par rapport aux coûts.

Le problème qu'il y a actuellement avec les compressions qui sont faites et la nouvelle compression qui est faite à l'agence, c'est que l'agence, après, répartit ses compressions sur les CSSS de Montréal. Alors, le ministre doit le savoir, puisqu'on applique, à ce moment-là, dans la répartition des compressions, un principe historique avec indexation, donc on maintient, à l'heure actuelle, la disparité et les éléments de distorsion qu'il y a entre les différents CSSS sur Montréal. C'est-à-dire les CSSS n'ont pas le même type de financement. Puisqu'on comprime actuellement l'agence de santé et des services sociaux, elle ne peut pas... Et c'est indépendamment des partis politiques, hein, qu'on se comprenne à ça. Et je voudrais réellement convaincre aujourd'hui le ministre d'intervenir auprès de son collègue de la Santé parce que, si on comprime actuellement les budgets à l'agence de Montréal, elle est obligée de retransmettre ces compressions sur une base historique et elle ne peut pas faire la correction, qui était la volonté de l'agence, de pouvoir corriger les disparités qu'il y a sur le territoire de Montréal — et je suis sûr que le secrétaire doit le savoir — entre les différents CSSS de Montréal actuellement, et ça, ça pose, à l'heure actuelle, un problème.

Et, si je pouvais simplement utiliser ces quelques minutes que je peux avoir pour sensibiliser le ministre sur l'effet pernicieux que peuvent avoir ces compressions... Et je comprends qu'on doit arriver à l'équilibre budgétaire, je comprends ça, etc., mais l'effet pernicieux, à l'heure actuelle, qu'il y a d'une compression faite à l'agence sans nécessairement lui permettre, à ce moment-là, puisqu'il y a une compression importante, de pouvoir faire les corrections qu'elle voulait faire. Normalement, il doit le savoir, la tendance qui vient du rapport Clair, qui vient du rapport Rochon, etc., c'est d'avoir sur un financement basé sur les activités, hein? On n'y est pas encore arrivés, mais il y a toujours une tendance qui va aller sur un financement basé sur les activités. Si on comprime comme ça, on des difficultés.

On remet en question, par exemple, le programme «lean», qui a donné d'excellents résultats un peu partout. Le programme «lean», que le député — je ne peux pas dire son nom non plus, moi non plus — le député de Jean-Talon avait mis en place, a permis des gains importants sur les différents hôpitaux de Montréal, mais aussi sur l'ensemble de la province. Donc, l'aller vers le programme «lean» pour... on ne peut plus continuer à aller dans ce sens-là à cause des compressions. Ça a donné des effets, je vois, moi — moi, je suis député de Verdun — sur l'Hôpital de Verdun. Ça avait donné des effets importants sur la diminution des temps d'attente sur les scans, la diminution du temps d'attente sur les échographies. Et ces compressions ont cet effet pernicieux actuellement sur Montréal. Si je pouvais simplement prendre cette minute-là et de dire : Pouvez-vous, dans votre comité ministériel de Montréal, asseoir le ministre des Finances et comprendre qu'il y a un élément pernicieux...

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Verdun. Maintenant, la parole est au ministre.

M. Lisée : Je remercie le député de Verdun. Oui, j'ai rencontré les gens de l'agence il y a quelque temps et puis je commence à connaître pas mal tous les hôpitaux de Montréal. Certains où j'étais allé comme patient, mais plusieurs autres quand ma santé avait été suffisamment bonne pour ne pas rendre nécessaire ma tournée des hôpitaux. Alors, c'est un sujet qui est important, évidemment. Et, ces derniers jours, la première ministre et le ministre de la Santé ont annoncé qu'un certain nombre d'investissements dans la couronne de Montréal vont permettre de réduire la pression artérielle sur les organismes de santé de l'île de Montréal. Évidemment, ça ne sera pas immédiat, ça va prendre un peu de temps.

Mais on m'a aussi beaucoup sensibilisé au fait qu'il y avait 400 000 habitants de la couronne qui avaient choisi d'avoir leur médecin personnel sur l'île de Montréal pour des raisons pratiques. Ils sont là pendant les heures de bureau, ils vont voir le médecin pendant les heures de bureau, et donc... Mais ce calcul-là n'est pas fait dans la distribution des fonds pour les médecins personnels. Bon. Alors, c'est un certain nombre d'ajustements qui doivent être faits, le ministre de la Santé en est conscient.

Et puis je vais revenir avec, spécifiquement, ce que vous mentionnez ce matin, ça fait partie d'une discussion constante sur tout ça. Puis je suis content de voir que le député comprend que, même si son parti avait remporté la dernière élection et avait voulu faire le déficit zéro, aurait été confronté, dans le principal poste budgétaire du gouvernement, à des dilemmes de cette ampleur.

Mais, puisqu'on est là, on m'apporte une nouvelle de dernière minute, le grand Montréal a obtenu la première classe du classement American Cities of the Future, villes d'avenir, du *fDi Magazine*, pour la meilleure stratégie d'attraction des investissements étrangers. Montréal a devancé 126 villes d'Amérique du Nord. Alors là, je pense qu'on peut parler d'enthousiasme.

Et, la semaine dernière, on a su que Montréal avait obtenu, pour 2017, le grand congrès international des transports publics, ce sur quoi l'AMT et la ville de Montréal travaillaient depuis quelque temps.

Et, que ce soit en matière de design ou autrement, bien, on a su aussi qu'on avait obtenu les Jeux du Québec pour 2016. Ce sera l'anniversaire, la date anniversaire des Jeux olympiques de Montréal. Il y a, d'ici 2017, un très grand nombre d'activités qui sont en train de se greffer à Montréal pour s'en aller vers cette célébration de 2017, et on voit les projets se préparer et se réaliser l'un après l'autre.

Je voudrais revenir, pendant que j'ai le temps... Le député de Mont-Royal avait parlé des nids-de-poule au début, et je ne voudrais pas terminer sans pouvoir répondre à la question. C'est un vrai problème. C'est un vrai problème, et, chaque printemps, avec la sève, les fleurs et les jupes, reviennent les nids-de-poule sur les rues de Montréal. Et, cette année, il y avait un problème particulièrement du fait qu'un certain nombre des entreprises qui, normalement, font ce travail ont été mentionnées à la commission Charbonneau. Alors, quelle est la solution à ce problème? Bien, la première solution, ça aurait été de tenir la commission deux ans avant. Ça, c'est la première chose. Alors, la raison pour laquelle les élus de Montréal ont été mis dans un problème éthique, c'est l'inaction du gouvernement précédent. Premièrement, non seulement sur la commission Charbonneau, mais avoir adopté une loi permettant de faire le tri entre les entreprises éthiques et non éthiques, si ça avait été fait en 2007, ou en 2008, ou en 2009, ou en 2010, ou en 2011, ou en 2012, ça aurait réglé le problème. Ça n'a pas été fait. Alors, nous, nous l'avons fait, notre premier projet de loi. Dès qu'on est arrivés, c'est le premier projet de loi qu'on a déposé.

Et évidemment, dans la lettre qu'on a envoyée au maire de Montréal — et le président du Conseil du trésor l'a montrée en Chambre, ici, il y a quelques semaines — on indique : Écoutez, pour les contrats qui sont sous le seuil d'approbation par l'Autorité des marchés financiers, vous pouvez simplement intégrer dans le contrat un paragraphe qui dit que, si, pendant la période d'exécution du contrat, il y a une accusation qui est portée, la partie contractante pourra se voir relevée de l'exécution du contrat. Alors donc, nous avons prévu au moment de l'adoption de la loi n° 1 un mécanisme qui permettait à la ville de Montréal de procéder sans devoir revenir devant l'AMF ou le gouvernement du Québec à l'ensemble de ces contrats. Le maire était libre de le faire. Il a choisi de ne pas le faire, c'est sa décision. Mais tous les outils législatifs et réglementaires ont été mis à sa disposition pour résoudre son problème éthique. Et moi, en tant que ministre de la Métropole, j'ai indiqué qu'à choisir entre mettre en danger les carrosseries de tout Montréal et attendre un peu pour les contrats éthiques je préférerais protéger les carrosseries de Montréal.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le ministre. Maintenant, la parole est au député de Sanguinet.

• (10 h 20) •

M. Therrien : Merci, M. le Président. J'ai oublié tantôt de saluer mes collègues, saluer le président, le ministre et son équipe, mes amis de l'opposition, M. le député de Mont-Royal, de Verdun, et mon estimé collègue, qui est mon voisin, M. le député de La Prairie.

D'abord, je suis heureux d'entendre la nouvelle, M. le ministre, qui va un peu dans le sens de ce que j'ai dit tantôt par rapport aux investissements étrangers. Tantôt, je parlais de vision d'un gouvernement, de ce qu'on voulait établir comme étant les priorités de notre gouvernement, que la moitié du Québec, c'est Montréal, donc, quand on s'attaque aux problèmes du Québec, on s'attaque aux problèmes de Montréal. J'aurais juste une anecdote à vous raconter. Un de mes grands amis, c'est un historien, c'est un prof d'histoire au cégep, et il avait fait faire un travail à ses étudiants, puis il disait : Depuis 1939, sortez-moi une action majeure d'un gouvernement, pour chaque gouvernement jusqu'à aujourd'hui. Alors, par exemple, René Lévesque, ils ont sorti la loi 101 ou le dézonage agricole, des choses comme ça. Et il y a une étudiante en panique qui est allée voir mon ami professeur, qui a dit : Mais comment se fait-il qu'on n'est pas capable de rien sortir de l'époque de Jean Charest? Poser la question, c'est y répondre. Alors...

Une voix : ...

M. Therrien : Bien, c'est quand même un fait. C'est une anecdote, c'est un clin d'oeil à mes amis de l'opposition. Le Québec, habituellement, comment il fonctionne depuis plus de 100 ans économiquement, c'est que Montréal était la locomotive, et il y avait... Même, des fois, on s'inquiétait, on disait qu'il y avait un effet de polarisation, ce qui était rare à travers le monde. C'est que tu avais un centre urbain qui traînait l'ensemble de la communauté des régions, et ce qu'on s'apercevait au Québec, c'est que notre centre urbain, Montréal, ne traînait pas nécessairement les régions. Il était au devant des régions, mais la croissance économique de la ville de Montréal, son dynamisme n'amenait pas un dynamisme dans les autres régions. Et ce qu'on a noté depuis une dizaine d'années, depuis l'augmentation des prix des matières premières — qui sont en train de s'affaïsser, d'ailleurs — c'est que les régions prenaient le devant de la ville de Montréal. Et ça, c'est sûr que ça amène un certain pessimisme. Quand tu regardes ça, tu te dis : Bien, notre métropole est en train de tirer de la patte comparativement aux régions. Et ça, c'était un cas assez spécial, particulier et, surtout, inédit dans l'histoire.

Mais il faut comprendre que Montréal a de belles richesses. Je pense qu'on est tous d'accord. L'intervention du député de La Prairie allait un peu dans ce sens-là aussi, et du ministre, on parle de diversification économique, on parle d'universités extrêmement dynamiques. Je suis allé au festival South by Southwest accompagné, justement, des jeunes dynamiques du multimédia et je vous dirais que la réponse est extraordinaire. On se démarque de façon incroyable, les Américains en redemandent. Ils distribuaient des cartes d'affaires, c'était extraordinaire. Et, donc, il y a un dynamisme, la compétitivité des entreprises de la ville de Montréal, de la région de Montréal, n'est pas à faire en termes de réputation.

Et, en plus, étant donné qu'on a une belle diversification, on est en train de vivre une certaine mutation que souvent, à travers les époques, les économies vont avoir. On appelle ça des changements structurels. Bien, la ville de Montréal étant à cette étape-là, il y a des domaines à saveur technologique qui sont en train, si on veut, d'aller chercher les emplois qui sont disparus dans d'autres secteurs. C'est sûr que ça se fait toujours sur du moyen ou du long terme. Le passage est quelquefois difficile, mais il se fait et il se fait quand même bien.

On parle d'intégrité, j'en ai parlé tantôt. Est-ce que ça vaut la peine d'y revenir? Je pense qu'on en a assez parlé, mais dire que c'est sûr que ça blesse la réputation d'une région. La commission Charbonneau, à chaque fois qu'elle parle, qu'elle agit, c'est le coeur montréalais qui saigne parce que c'est de mettre à jour une situation problématique dans une ville. Ce n'est jamais, jamais gagnant comme situation. Si on rajoute la paix sociale, qui a été menacée et qui a été vraiment remise en question avec le printemps érable, ça fait en sorte que la réputation de Montréal en a pris pour son rhume. Et il ne faut jamais oublier que, grâce à nos actions, on est en train de rétablir cette situation-là, qui va justement permettre de remettre l'économie montréalaise sur ses rails. Il ne faut pas oublier cette action importante.

Finalement, que dire du culturel? Montréal, c'est une ville qui respire la culture, qui respire les événements extraordinaires. Et on va à travers le monde, et on parle beaucoup de cet aspect-là. Et n'oubliez jamais que la culture, c'est le premier pas à l'économie. Parce que, quand tu entres, quand tu t'impoges par ta culture, l'économie n'est jamais bien loin. Et c'est ça qui est une grande nouvelle, et c'est pour ça qu'il ne faut pas désespérer. Et, avec un ministre aussi dynamique, je peux vous dire que les lendemains seront faits de joie et de prospérité. Merci.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Sanguinet. On poursuit avec le député de Mont-Royal.

M. Arcand : Merci beaucoup, M. le Président. On a parlé d'économie, on a parlé d'environnement, on a parlé de développement social. Je pense que, dans le cas de Montréal, il y a un élément qui qui m'apparaît particulièrement important et qui est certainement... devrait, en tout cas, préoccuper le ministre, c'est, évidemment, toute la question de la langue, et en particulier le projet de loi n° 14. Que je sois dans Côte-des-Neiges, lorsque je me promène dans Côte-des-Neiges, lorsque je me promène dans différentes régions à l'ouest de Montréal, il est clair qu'il y a une préoccupation. J'ajouterais même qu'il y a même une colère actuellement de la part des résidents, de plusieurs résidents qui n'acceptent pas le projet de loi n° 14, c'est-à-dire cette modification à la loi 101. Il y a eu une série de consultations qui ont été faites et qui démontrent, encore une fois, que c'est un projet de loi qui est loin de faire l'unanimité.

Le ministre a déclaré par le passé, et par ses actions, qu'il était ouvert à la communauté anglophone du Québec et, je dirais, une certaine partie, bien sûr, de la communauté allophone plutôt anglophile pour des raisons historiques. Le problème du projet de loi n° 14, c'est que, d'abord, on parle de plus d'inspections, on parle d'un déséquilibre, on parle d'une approche très coercitive au niveau des inspecteurs, des pouvoirs accrus des inspecteurs. On parle aussi d'une perte non justifiée de droits. On a parlé des enfants des militaires canadiens, entre autres. On parle d'une perte d'un statut bilingue de certaines municipalités, dont celle de Mont-Royal, qui est, évidemment, touchée à l'intérieur de ça. Et on donne une priorité aux anglophones sur les francophones quant à l'accès aux cégeps anglophones, et le tout indépendamment du dossier académique.

Enfin, inutile de dire que, dans ce projet de loi, pour les entreprises de la région de Montréal, plusieurs de ces entreprises, on parle, bien sûr, d'une augmentation très substantielle de la paperasse, de la lourdeur administrative. Lorsqu'on parle de petites entreprises d'une vingtaine d'employés, 26 à 49, lorsqu'on parle de l'obligation, pour tout employeur, d'évaluer de façon rigoureuse les besoins linguistiques réels, de réévaluer ces besoins périodiquement, ça me semble être beaucoup de paperasserie là-dedans.

Maintenant, lorsqu'on regarde la situation, on peut, bien sûr, dire que le français à Montréal est en péril, mais rien actuellement ne semble justifier une situation qui mérite ce type de projet de loi et qui va, à quelque part, se refléter à l'intérieur de l'image de Montréal. Surtout que, lorsqu'on regarde les chiffres, on s'aperçoit qu'en 1971 9,5 % des anglophones fréquentaient l'école primaire et secondaire en français, on est maintenant rendu à 24,5 %. Et ça, c'était en 2010. Les allophones, en 1971, c'était 14,6 % à l'école primaire et secondaire en français, c'est maintenant 85,4 % des allophones. Les allophones, en 1981, 15,6 % allaient au cégep français, et c'est maintenant 53 %. Et, évidemment, les Québécois qui utilisent principalement le français au travail, c'était, en 1971, dans l'ensemble du Québec, 83 %, c'est 89 % maintenant. Et, au cours du témoignage de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, lorsqu'il y a eu, entre autres, la question de la langue, ils ont dit : 99,6 % de nos membres se conforment aux exigences actuellement de la langue.

Alors, le ministre, qui est celui qui écrit le discours, le fameux discours du Centaur, celui qui va se promener dans les officines de la municipalité de Westmount pour tendre la main aux anglophones, j'ai de la difficulté à comprendre en quoi peut-il s'enthousiasmer devant ce projet de loi n° 14, qui est un projet qui, à mon avis, va être extrêmement divisif à l'intérieur de la ville de Montréal. Et, vous savez, la communauté anglophone...

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci beaucoup, M. le député de Mont-Royal. On donne la parole maintenant à M. le ministre.

• (10 h 30) •

M. Lisée : Merci. Je suis très heureux de pouvoir aborder cette question et je suis content des chiffres qu'a énumérés le député de Bourg-Royal. Il dit : Aujourd'hui, 85 % des allophones vont à l'école française. C'est vrai, c'est extraordinaire. Bien, c'est parce qu'il y a une loi qui a été adoptée, qui était la loi 101. Et le Parti libéral du Québec a voté contre la loi 101, il trouvait qu'à ce moment-ci, même si certains peuvent dire que le français est en déclin, rien ne justifie une mesure aussi draconienne. C'était le discours du Parti libéral du Québec en 1977.

Sur le français au travail, c'était bien pire. Vous dites : Bien, c'est passé de 83 % dans le Québec à 89 % aujourd'hui. Mais, si vous saviez ce que le Parti libéral du Québec a dit en 1977 contre le fait d'obliger les grandes

entreprises à avoir un certificat de francisation et à établir le français langue commune, langue habituelle et normale de travail dans les grandes entreprises du Québec, mais c'était l'apocalypse. Le chef du Parti libéral, Daniel Johnson, a écrit que ce projet de loi 101 allait faire des Québécois des analphabètes fonctionnels, des analphabètes fonctionnels.

Alors là, on est quelques années plus tard, il y a eu ces progrès qui ont été faits contre la volonté du Parti libéral du Québec, qui, quand même, dans sa grande sagesse, n'a pas démantelé ces éléments, s'est rendu, finalement, au constat que c'étaient de bonnes mesures, c'étaient de bonnes mesures. Et, aujourd'hui, on dit : Bien, écoutez, si on se promène un peu partout à Montréal, on se rend compte que l'utilisation de l'anglais dans les petites entreprises est très grande et, selon le Conseil supérieur de la langue française, est en progression. L'utilisation de l'anglais comme langue normale et habituelle de travail dans les petites entreprises de Montréal est en progression. Il y a eu un déclin, il y a eu un moment où c'était mieux, mais, depuis quelques années, il y a eu une régression du français dans les petites entreprises.

C'est d'autant plus important que, si on veut intégrer les nouveaux arrivants qui sont ni francophones ni anglophones à la majorité francophone en majorité — pas besoin de tous les intégrer, mais en majorité — pour reproduire l'équilibre linguistique, on sait que la langue de travail est une des variables principales. Alors, on nous dit aujourd'hui comme en 1977 : Ah! ça va être de la paperasse, on va demander des choses aux employeurs, etc. Oui, c'est vrai, le laisser-faire, le laisser-aller, c'est moins compliqué. Mais le laisser-faire et le laisser-aller, c'est se contenter d'une perte de poids du français à Montréal, et nous, nous ne voulons pas ça. Nous voulons que l'équilibre linguistique dans lequel on a des Anglo-Québécois qui ont une communauté qui est en vie, qui est en vitalité et qui est en sécurité linguistique à Montréal soit dans un lieu où la majorité francophone ne soit pas en déclin, qu'elle soit en vitalité, qu'elle ait gardé sa masse critique. Or, pendant les neuf ans précédents, le nombre de rapports qui ont été déposés sur la table de l'ancien gouvernement pour dire... Ce n'est plus une théorie, là, c'est une vérité que la proportion de Montréalais qui ont le français comme langue première baisse. C'était de 60 % en 1970. C'est maintenant environ 50 %, ça sera bientôt 47 %, puis ça baisse. Et ça, il faut faire quelque chose. Mais, à chaque fois que ces chiffres sont arrivés, l'ancien gouvernement disait : Ah! il faut les contextualiser — ça, c'était la meilleure de M. Charest — il faut les contextualiser. Qu'est-ce que ça voulait dire? On attend encore, on attend encore la contextualisation. La contextualisation, c'est qu'on est en Amérique du Nord et que la force d'attraction de l'anglais ne se réduit pas, elle ne se réduit pas.

Donc, on est face à, à la fois, un impératif qui est de faire en sorte que, pour les générations à venir, le français va garder sa masse critique sur l'île de Montréal, qui est le lieu de toutes les rencontres... Et, pour ça, il faut agir de plusieurs façons. Il faut agir sur la rétention des familles sur l'île de Montréal, il faut agir sur la composition linguistique de l'immigration et, oui, par le projet de loi n° 14, il faut agir sur la langue de travail des petites entreprises, le faire de façon humaine, le faire de façon progressive, le faire de façon la moins lourde possible pour les entreprises. Mais c'est faux de dire que ça n'aura aucun impact sur la gestion de l'entreprise de passer d'un environnement anglophone à un environnement francophone, il y aura de l'impact. Alors, il faut avoir le courage de dire : Nous allons le faire, et nous, nous avons ce courage.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le ministre. M. le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques.

M. Breton : Merci, M. le Président. Intéressant qu'on parle du projet de loi n° 14 parce que je siège justement sur la commission parlementaire sur le projet de loi n° 14 où... Je suis ce dossier-là depuis très longtemps parce que, comme je l'ai mentionné, un des pères de la loi 101, un de ceux qui a travaillé de près sur la loi 101, qui s'appelle Jean-Claude Corbeil, je le connais depuis plus de 30 ans et j'ai même dit en commission parlementaire que c'est mon ancien beau-père. Donc, je suis le dossier depuis longtemps.

J'ai beaucoup apprécié les commentaires du ministre par rapport au projet de loi n° 14 quand il parlait de contextualisation, qui était le mot que l'ancien premier ministre utilisait, et je veux faire une référence avec ce que le député de Mont-Royal a dit, quand il disait : Vous savez, un projet de loi coercitif... Tu sais, j'entends beaucoup ça de la part de l'opposition officielle que... Et, dans le fond, ils disent : Le fait que ce soit coercitif, c'est une mauvaise chose. Là, je me dis : Qu'est-ce qu'on fait ici si on ne fait pas des lois? On est à l'Assemblée nationale pour voter des lois. Si tout ce qu'on veut, c'est de belles intentions, il y a quelqu'un qui a déjà dit — je ne me souviens plus qui — l'enfer en est pavé. Je veux dire, à un moment donné, il faut aller au-delà des intentions, il faut aller dans les projets de loi. Il faut encadrer, réglementer la vie publique.

Moi, je me souviens qu'il y a quelqu'un qui nous parlait beaucoup de contextualisation dans un autre domaine que, vous savez, je connais assez bien. Il y avait quelqu'un qui nous parlait : Vous savez, le réchauffement climatique est un problème vraiment sérieux, et il faut réglementer là-dessus. Et il y avait un homme qui était président des États-Unis, il dit : Regardons les choses aller, ça ne nous semble pas si pire que ça. Il s'appelait George W. Bush. Vous savez, on ne peut pas avoir été ministre de l'Environnement et ne pas être en faveur d'une certaine coercition. Moi, je sais que les mesures volontaires qu'on a proposées, par exemple, aux constructeurs automobiles dans les années 70 pour dire : Il faudrait que vos automobiles consomment moins... Ils n'ont rien fait tant qu'on n'a pas obligé les constructeurs à avoir des quotas de consommation. On appelait ça les normes CAFE. O.K.? Imaginez-vous donc que ces normes de consommation là ont été mises en place en 1977, et on a vu la consommation des véhicules baisser de façon importante jusqu'à temps qu'il y ait un laisser-aller par des gouvernements subséquents. Et là on a vu tout à coup que la consommation des véhicules s'est mise à remonter, et ça a pris une volonté politique et une nouvelle réglementation sous un nouveau gouvernement en 2009 pour recommencer à voir baisser les normes de consommation.

Bien, moi, j'ai vu la même année que les normes de consommation américaines la loi 101. On a vu de réels progrès être faits par rapport à la loi 101, par rapport à l'utilisation du français dans la vie publique. Mais là, depuis, qu'est-ce qui est arrivé? La même chose qu'avec les constructeurs automobiles. Ce qu'on a vu, c'est quoi? C'est qu'on trouve des trous dans la loi pour faire en sorte de passer à côté de la réglementation au fil des années. Donc, de la même manière que

le président des États-Unis, Obama, a dit : Là, il faut moderniser la loi sur la consommation des véhicules automobiles, moi, je pense qu'il faut moderniser la loi, la Charte de la langue française. C'est de la même manière. Et je trouve ça étonnant qu'un ancien ministre de l'Environnement... Je comprends que, dans le fond, ça nous prend la carotte, c'est-à-dire il faut encourager les gens à mieux parler français. Mais la coercition a sa place. Sinon, qu'est-ce qu'on fait à l'Assemblée nationale? Merci, M. le Président.

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques. Maintenant, on va au deuxième groupe d'opposition, M. le député de La Prairie.

• (10 h 40) •

M. Le Bouyonneq : Oui, M. le Président. En 2001, nous avons une île, une ville, les fusions forcées. En 2003, nous avons l'élection du Parti libéral et les défusions en catastrophe qui ont laissé Montréal dans un état affaibli et pour lequel il y a eu depuis lors de nombreux écrits quant à la gouvernance, son dysfonctionnement, etc.

Nous avons 19 arrondissements, 103 élus, comparé, par exemple, à Toronto avec 44 élus. La masse salariale des élus à Montréal dépasse les 12 millions de dollars, alors qu'elle est de 4,5 millions pour la Ville Reine canadienne.

Nous voyons en ce moment, à l'approche des élections de cet automne, de même que lorsqu'il a été question de remplacer le directeur général de la ville, que les candidats de valeur ne se bousculaient pas aux portes. Certains pensent que la collusion et la corruption sont un problème majeur. D'autres pensent que la gestion de Montréal est devenue, pour quelques personnes que cela soit, difficile, voire impossible, les deux problèmes mis ensemble, devient une mission impossible même pour quelqu'un qui serait volontairement courageux. Pourtant, nous savons que nous avons besoin pour Montréal de leadership. Nous voyons ce que peut donner du leadership, nous le voyons, par exemple, avec le maire Labeaume à Québec.

Ma question pour le ministre de la Métropole, M. le Président, c'est : A-t-il l'intention, peut-être à travers son comité restreint autour de la métropole, de tenter, avant les élections de cet automne, d'outiller le nouveau maire davantage, entre autres, par exemple, en réduisant le nombre d'élus, entre autres, en faisant en sorte que les arrondissements n'aient pas tant de pouvoirs? On sait que maintenant, à Montréal, il y a différents types de règlements dépendamment des arrondissements. Ça devient un peu un capharnaüm, ça devient difficile d'imposer par la ville centre un certain nombre de règles à travers la ville. Certains pensent que les arrondissements ne devraient, un peu comme à Paris... n'avoir que les pouvoirs subsidiaires par délégation. Ça nous permettrait de peut-être redonner confiance, attirer de nouveaux candidats, faire en sorte que Montréal, au niveau de la gouvernance, reparte du bon pied.

Et ça a un impact, cette question de gouvernance là, parce que, lorsque nous avons fait les fusions à l'époque, Lucien Bouchard prévoyait une baisse des budgets des villes de 5 %. Évidemment, ce n'est pas ça qui est arrivé, les villes défusionnées ont vu leurs comptes de taxes... Et j'étais parmi... dans le West Island, là, un des citoyens des villes défusionnées, ça a augmenté de manière assez importante. Même encore aujourd'hui, on traverse l'île de Montréal, et le compte de taxes tombe, grosso modo, de moitié. Les augmentations en 2010 ont été de 4,8 %, 4,3 % en 2011, en 2012, 5,2 %. Donc, la question de la collusion, de la gouvernance amène éventuellement une note plus salée pour les citoyens, et avec les résultats de problèmes de taxation que l'on peut envisager. D'ailleurs, l'ancien maire de Westmount, M. Trent, disait que le problème de la corruption et collusion à Montréal coûtait peut-être éventuellement la bagatelle de 150 millions par année alors que le problème de gouvernance coûtait peut-être, lui, 400 millions de dollars par année.

Entre autres, sous-jacent à ce problème de gouvernance, il y a la capacité pour les élus municipaux de négocier avec sa fonction publique. On a vu le maire Labeaume réclamer des pouvoirs additionnels comme, par exemple, le droit de lock-out. On voit que le maire Applebaum aimerait bien — ou tout maire de Montréal — que Québec l'appuie, appuie le maire, donne des outils législatifs éventuellement additionnels pour permettre, entre autres, d'attaquer la question des fonds de pension, laquelle, on rappellera, que, même si Applebaum s'est entendu, par exemple, avec les cols bleus, ce n'est pas vrai qu'il va avoir la même entente avec les pompiers, avec le policiers puis avec la cols blancs de la ville. Nous pensons qu'il y a urgence, et on aimerait vous entendre là-dessus, M. le ministre, si vous jugez que, sur cette question-là de la gouvernance de Montréal, il n'y a pas lieu d'agir immédiatement.

Aussi, sur la question des contrats publics, nous avons adopté la loi sur l'intégrité des contrats publics juste avant Noël afin de donner des certificats de probité aux firmes d'ingénierie, de construction, etc. Aujourd'hui, on réalise qu'à toutes fins pratiques la totalité des grandes firmes d'ingénierie sont impliquées dans le mécanisme de collusion, on peut penser que les firmes de construction aussi. Allez-vous donner une amnistie générale à toutes ces firmes par une forme de certificat de repentir sincère?

Conclusions

Le Président (M. Claveau) : Merci, M. le député de La Prairie. Nous en sommes rendus maintenant aux dernières interventions. Il nous reste un bloc de 20 minutes. Alors, on débute, pour une période de 10 minutes, avec M. le ministre.

M. Jean-François Lisée

M. Lisée : Alors, d'abord, je vais répondre aux questions fort pertinentes du député de La Prairie. Non, il n'y aura pas d'amnistie générale. Ça, c'est certain, il n'y aura pas d'amnistie générale. Cependant, les firmes sont libres de se départir des gens qui sont sous accusation ou qui ont été reconnus coupables de fraude et de faire cette démonstration-là à la satisfaction de l'AMF.

Sur la question de la gouvernance de Montréal, la question est importante, elle est saisie... Bon, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a publié un rapport. Côté-Séguin, là-dessus il y a quelque temps. Les partis politiques qui vont s'affronter pour l'élection de novembre ont déjà déposé des projets de modification du nombre d'élus ou de la répartition des pouvoirs entre la ville centre et les arrondissements. Ce qui est certain, c'est que nous nous sommes engagés, la première ministre, que ce gouvernement ne va pas refaire un débat de structures. C'est-à-dire fusions, défusions, il n'est pas question qu'on retouche à ça. Cependant, nous sommes conscients du fait que des améliorations peuvent être faites dans la gouvernance pour faire en sorte que la ville soit plus efficace, la ville de Montréal, l'agglomération et la communauté.

Mon point de vue là-dessus, c'est que le gouvernement du Québec doit accompagner la réflexion et la rendre possible parce que c'est le gouvernement du Québec, l'Assemblée nationale qui détient le pouvoir des chartes des villes, mais que le temps où c'était Québec qui disait aux villes comment s'organiser, ça, c'est révolu. Ça, c'est révolu. Nous allons négocier une grande entente Québec-municipalités dans la foulée de la précédente, bien sûr, sur un certain nombre de sujets d'un commun accord. Mais, pour ce qui est de dire aux Montréalais au sens large comment ils doivent s'organiser et se gouverner, je pense que c'est fini, le moment de dire : Bien, Québec, c'est mieux.

Cependant, je suis très intéressé de voir comment les partis politiques vont faire ce débat. Et je sais qu'ils vont le faire, je sais qu'il y a des candidats déclarés ou des candidats à être déclarés qui auront des propositions à faire sur la méthode de réforme de la gouvernance. On va voir ce que les Montréalais vont décider en se choisissant un maire, en se choisissant une équipe. On va voir ce que le nouveau conseil municipal va proposer. On va voir ce qui va se passer à Laval, on va voir ce qui va se passer ailleurs. Et, sur la base de cette légitimité démocratique d'un débat qui aura été fait, à ce moment-là le gouvernement du Québec pourra être un facilitateur, ou un médiateur, ou faire preuve de leadership pour dire : Bon, bien, voilà, sur la base de nos débats, voilà là où on peut aller améliorer cette gouvernance.

Est-ce que c'est nécessairement plus de pouvoirs à la ville centre ou aux arrondissements, plus d'élus ou moins d'élus? Il n'y a pas de dogme là-dessus. Il y a des villes qui ont très peu d'élus et un pouvoir très centralisé qui sont efficaces, et il y en a qui sont centralisées qui sont inefficaces. Il y a des villes comme Boston ou San Francisco, où le pouvoir est très décentralisé, qui sont relativement efficaces. Ça dépend des lignes d'autorité. Ça dépend de la façon dont ça fonctionne. Ça dépend de la fluidité du pouvoir.

Maintenant, je sais que la formation politique à laquelle vous adhérez dit : C'est très important de décentraliser le pouvoir aux écoles — vous avez raison — aux hôpitaux, aux CSSS — vous avez raison — mais, pour ce qui est des villes, il faudrait que ça soit au centre. Bien, pas nécessairement, il n'y a pas de dogme là-dessus non plus, hein? Il y a des pouvoirs, selon le principe de la subsidiarité, qui sont mieux utilisés au niveau de l'arrondissement, il y en a d'autres qui ne doivent pas. Mais il y a des projets transversaux, il y a des grands projets où, là, effectivement, le morcellement nuit, il y a des projets où la proximité aide. Donc, c'est un débat où il faut trouver un bon équilibre. Mais, encore là, moi, je préfère que les débats se fassent là où ils doivent se faire, chez les villes, et qu'ensuite le gouvernement accompagne. Donc, il n'est pas question qu'avant l'élection nous disions autre chose que ce que je viens de dire.

Cependant, nous avons fait une nomination importante il y a quelques mois, Jacques Léonard, qui dirige un comité à la ville de Montréal pour essayer d'améliorer les processus de la ville, en particulier en matière de contrats, et il déposera un rapport d'ici l'été ou au début de l'automne qui pourra alimenter les discussions sur les réformes. Ce rapport est en voie de préparation. Il le signera, il avancera ses propositions, qui le lieront, lui, mais qui permettront d'alimenter ce débat d'une façon, j'en suis certain, assez compétente.

Pour ce qui est du temps qu'il reste, j'aimerais donner peut-être une vision plus d'ensemble sur la direction en général. Le député mentionnait tout à l'heure au sujet de Québec 2008... Avant 2008, à Québec, l'économie allait assez bien, mais la ville n'avait pas un dynamisme optimal. Il y a eu toutes sortes de débats, il y avait des causes célèbres. Bon. Et 2008 est devenu un moment où Québec a réussi à se dépasser par sa célébration, par un certain nombre de réalisations. Et ce qui est intéressant, ce que je dis aux auditoires de Montréal, c'est que les Québécois ont retrouvé leur fierté mais n'ont pas arrêté d'être fiers en 2008, ils ont continué en 2009 et jusqu'en 2013.

• (10 h 50) •

Et, donc, parfois, le calendrier nous donne une occasion de se ressaisir et de se relancer. Alors, je sais bien que le président de la chambre de commerce dit qu'on est déjà dans la relance, mais ça pourrait être encore mieux. Et, donc, le calendrier nous a donné 2017, on dit : Ah! 375^e anniversaire de la fondation de Montréal. C'est vrai, mais je trouve que le 50^e anniversaire de l'Expo, ça parle encore plus. Pourquoi? Parce que, si c'est vrai que Maisonneuve et Jeanne Mance ont mis Montréal au monde dans l'île de Ville-Marie, les Montréalais se sont mis au monde en 1967. Les Montréalais se sont montrés leur modernité, les Montréalais se sont dépassés, se sont épatés et ont épaté le reste du monde.

Évidemment, on ne fera pas une exposition universelle en 2017, mais on peut faire en sorte de se donner ce rendez-vous en disant : On va se réépater d'ici 2017, hein, l'an prochain, en 2016-2017, puis, ensuite, on va continuer à avoir retrouvé notre fierté. Mais je pense que, pour ça, il fallait réparer le passé. Réparer le passé, c'est l'intégrité, évidemment, puis on y travaille énormément. Je pense qu'avec le recul on va se rendre compte que l'automne 2012 et le printemps 2013 seront une période où le gouvernement du Québec, les Montréalais ont décidé de faire reculer la collusion, la corruption et ont transformé le Québec, et Montréal en particulier, en un des lieux les plus inhospitaliers pour la fraude au monde. C'est là qu'il faut aller.

Réparer le passé, c'est les infrastructures, investir dans les infrastructures, réaliser Turcot, réaliser le métro, les voies réservées, etc. C'est ce qu'on est en train de faire. Mais préparer l'avenir, c'est aussi accompagner tous les projets, que ce soit la Cité de la technologie, avec McGill et l'ETS ou la relance du Pôle olympique. Il y en a des tonnes. On va accompagner tous ces projets-là, lever les obstacles. Réparer le passé, c'est aussi l'îlot Voyageur, évidemment, sur lequel on travaille et on espère avoir un résultat très bientôt.

Mais préparer l'avenir, c'est aussi savoir quelle carte jouer pour Montréal. Puis la carte à jouer pour Montréal, c'est celle de la créativité, créativité en technologie, en sciences de la santé. Alors, le CUSM puis le CHUM, ce n'est

pas rien, là. Tu sais, on s'est tous débattus pendant des années, on va les avoir. On va avoir, sur le continent nord-américain, deux des meilleures infrastructures les plus modernes en santé qui soient. Alors, il faut en faire le maximum, il faut en faire le maximum. Même chose avec l'Espace pour la vie, qui est un équipement de niveau international. Mais, il faut dire, la créativité culturelle, la créativité technologique, la créativité en matière d'intervention sociale, tout ça fait de Montréal un des lieux où le XXI^e siècle est en train de se préparer.

Ça commence à se savoir. Bien, il faut que ça se sache encore plus, que les Montréalais le comprennent, s'y investissent — et moi, comme je vous dis, je vois plein de projets dans ce sens-là — et que 2016-2017 soit le moment où ça devienne clair pour nous et pour les autres qu'on est sortis du passé, on s'est tournés vers l'avant, puis il y a plein de projets et que des gens de partout au monde, des jeunes, «wiz kids», se disent : Bien, moi, je veux aller dans un des endroits où se fait le XXI^e siècle, puis un de ces endroits-là, c'est Montréal. Puis, si on est investisseur étranger, on regarde dans le magazine *Foreign Direct Investment*, on dit : Quel est le lieu en Amérique du Nord où aller? C'est Montréal la première. Puis on lit KPMG, on dit : Quel est le lieu où les coûts de production sont parmi les moins élevés dans le monde? C'est Montréal. Vous voyez, c'est toutes des raisons pour lesquelles Montréal doit surgir. Et on a une date pour la faire, une date pour retrouver sa fierté, puis le rôle du gouvernement du Québec, le rôle du ministre de la Métropole, c'est de faire en sorte d'accompagner les Montréalais vers ce rendez-vous-là qu'ils ont avec eux-mêmes et que le reste du Québec. Et, je le dis à tous les collègues des régions, il y a eu un moment pour Québec, ça a été bon pour tout le Québec. Il y a un moment pour Montréal, ça va être bon pour tout le Québec. Il faut que tout le monde y participe. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci, M. le ministre. Pour un dernier 10 minutes, alors le député de Mont-Royal.

M. Pierre Arcand

M. Arcand : Merci beaucoup, M. le Président. Je pensais, aujourd'hui, convaincre le ministre de la Métropole d'être, à tout le moins, montréaléo-réaliste. Je crois qu'il verse encore dans un optimisme démesuré alors que, dans le cas de Montréal, même si, selon ce qu'il dit, il y a tellement de projets qu'on ne sait plus où aller... Mais la réalité actuelle, c'est que, depuis le mois de janvier 2013, il y a près de 40 000 emplois de moins à Montréal, et, donc, la situation n'est pas aussi rose que celle qu'il veut bien décrire aujourd'hui. Mais, moi, ce que je trouve le plus sérieux encore une fois, c'est le fait que ce gouvernement, actuellement, arrive avec de grandes idées, de grands forums, mais sans réussir à y mettre l'argent qu'il faut pour soutenir ces ambitions. Parce que c'est bien beau, vouloir avoir des ambitions, mais faut-il encore les soutenir.

Quand je regarde ce que nous avons fait comme gouvernement, quand je regarde les projets concrets qui ont été faits, que ce soit le Quartier des spectacles, la Maison de l'OSM, de nombreux partenariats public-privé, que ce soient les investissements au niveau des biotechnologies, que ce soient les actions massives au niveau de la STM, l'achat des nouveaux wagons, entre autres, qui nous ont aidés, le financement qu'on a donné, important, à la ville... On est allés chercher le Grand Prix en plus. On a eu des pistes cyclables, entre autres, l'industrie du jeu vidéo, les programmes ClimatSol. Ça, ce sont des choses qui ont été faites parce qu'on réalisait qu'à Montréal il y a une structure actuellement qui est particulière, c'est qu'il y a plus d'investissement public que d'investissement privé. Il faut donc que les gouvernements fassent des efforts particulièrement importants avec Montréal, et c'est ce qu'on n'a pas actuellement. Je n'ai pas vu de mesures dans le budget du ministre des Finances, il n'y a pas de stratégie efficace actuellement pour soutenir, entre autres, la croissance des secteurs biopharmaceutiques et également l'industrie du jeu vidéo.

Pour ce qui est du pharmaceutique en particulier, à notre époque, nous avons parlé du corridor Québec-Ontario où il y avait vraiment, à ce niveau-là, une utilité pour nous de s'entendre avec nos voisins ontariens afin de créer véritablement un secteur, là, du biopharmaceutique qui était particulièrement majeur. J'imagine qu'avec le Parti québécois cette idée du corridor Québec-Ontario n'avance plus.

Et, en plus de ça, j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, il est clair que le projet de loi n° 14, qui arrive à point nommé, ne fait rien pour réunir les Montréalais. S'il y a quelque chose actuellement, ce projet de loi là divise les Montréalais.

Et je demanderais au ministre aujourd'hui d'arriver avec certains éléments qui, certainement, vont être des éléments empreints d'une certaine substance. Par exemple, vous aviez annoncé que vous vouliez retenir les familles à Montréal. Vous avez formé des comités, vous avez dit : On va avoir une série d'annonces à venir sous peu, et on attend toujours cette politique de rétention des familles ou, enfin, qu'est-ce que vous voulez faire, qu'est-ce que vous avez voulu dire en matière de rétention des familles à Montréal.

Et le ministre ne m'a pas répondu aujourd'hui lorsque j'ai dit : Bien, votre mesure de 300 millions avec congé de taxe de 10 ans pour les entreprises qui veulent investir, est-ce qu'on a des résultats? Vous aviez annoncé ça au mois de novembre, on est rendus maintenant au mois d'avril, est-ce qu'il y a des résultats? Est-ce qu'il y a des entreprises... Mes informations démontrent qu'il n'y a pas beaucoup d'entreprises qui semblent se bousculer aux portes. Donc, on peut bien annoncer toutes les mesures, si elles ne sont pas efficaces, ces mesures-là ne donnent pas grand chose actuellement.

Vous avez coupé lors du dernier budget, entre autres, 12,5 millions de dollars dans le soutien à la promotion au développement de la région de Montréal, les budgets de la CRE. J'ai eu le député de Sainte-Marie... D'ailleurs, je pense que... fait assez cocasse, au niveau de la CRE de Montréal, je pense que le caucus du Parti québécois, des députés du Parti québécois, s'opposait à la coupure qui a été faite au niveau de la CRE. Je pense que le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques était là à ce moment-ci.

• (11 heures) •

Alors, c'est une situation qui a besoin, à mon avis, d'un sérieux redressement. Mon collègue de Verdun a eu l'occasion de vous parler de l'état très important de la santé à Montréal et des défis que nous avons à ce niveau-là.

M. le ministre des Relations internationales et ministre de la Métropole, lorsque j'ai exercé la fonction au niveau des relations internationales et qu'on demandait, entre autres, aux 50 quelques consuls qui sont présents à Montréal quels étaient les deux problèmes, pour eux, les plus évidents, il y en avait un qui était très pratico-pratique, c'était l'entretien des rues à Montréal. Eux n'avaient jamais vu un entretien si épouvantable. Et le deuxième défi pour eux, c'était de trouver un médecin de famille sur l'île de Montréal. Ça semblait être une problématique majeure, et ça s'ajoute à ce que mon collègue de Verdun a pu exprimer sur les enjeux de la santé.

Et moi, très sincèrement, je pense que vous avez un problème avec le ministre de la Santé, qui n'a pas l'air, lui, très intéressé à suivre ce qui se passe à Montréal. Je regardais, entre autres, les annonces encore, on investit à Repentigny, on investit en Montérégie, mais jamais rien à Montréal. Et non seulement il n'y a rien à Montréal, mais, en plus de ça, au niveau de la santé, dans... je ne sais pas si Maisonnette-Rosemont, c'est dans votre comté, où exactement, ils sont obligés d'embaucher des lobbyistes pour convaincre le gouvernement de pouvoir relancer, si on veut, les travaux, là, de l'urgence de l'hôpital. C'est vous dire jusqu'à quel point la situation à Montréal est une situation qui est extrêmement inquiétante, si on veut. C'est le moins que l'on puisse dire.

Alors, moi, ce que je demande au ministre, c'est de vraiment regarder la situation de près. Il y aura bientôt, M. le ministre, un dossier, d'ailleurs... Puis j'en profite parce que le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques est là, il y a un dossier qui va peut-être aider à la relance de Montréal si ce dossier-là est un dossier sécuritaire — c'est ce qu'on va voir — c'est le dossier Enbridge. Je ne sais pas quelle sera votre position sur ces questions-là. Je sais que le député de Sainte-Marie—Saint-Jacques n'est pas très, très... je dirais même opposé, je pense, au projet Enbridge. Je ne sais pas s'il va statuer là-dessus, mais, à une certaine époque, en tout cas, il n'était pas très, très intéressé à ce genre de projet là. Mais c'est un projet qui pourrait créer des centaines d'emplois pour les Montréalais.

Alors, il faut travailler, il faut s'assurer également que la ville de Montréal puisse fonctionner efficacement. Nous avons des doutes encore sur la capacité de l'Autorité des marchés financiers de pouvoir fonctionner efficacement. Nous demandons au ministre de continuer à oeuvrer auprès du président du Conseil du trésor. Pourquoi limiter à 25, là, le nombre de contrats? Pourquoi, dans le décret, on a mis cette limite-là? Pourquoi on ne va pas à 50? Vous savez très bien que la ville de Montréal réclame ça de façon importante. Et il faut absolument que l'Autorité des marchés financiers soit équipée parce que l'aspect éthique ne veut pas dire non plus de l'immobilisme. Je pense que M. le ministre comprend ça de façon très importante.

Alors, moi, ce que je dis par rapport à ça, c'est qu'on est prêts à travailler avec le gouvernement, travailler à faire en sorte que Montréal retrouve cet élément, cet esprit de fierté, mais faut-il encore que vous aidiez la ville par le biais de programmes et par le biais de subventions. Je comprends que vous êtes un gouvernement qui avez, je dirais, un élément extrêmement partisan parfois, mais il est clair que, même si Montréal, électoralement, n'est peut-être pas l'endroit où vous pouvez faire des gains considérables, je pense que, pour le reste du Québec, une ville comme Montréal, qui est une ville très importante pour le reste du Québec, vous savez très bien que ça va générer des actions et des activités très importantes.

Alors, je termine là-dessus, en vous disant simplement que j'invite le ministre à vraiment mettre tout son poids au sein du Conseil des ministres, au sein de ses collègues pour que, véritablement, Montréal retrouve sa place et réussisse à vraiment tirer son épingle du jeu parce que c'est tout le Québec qui va en bénéficier.

Le Président (M. Claveau) : Alors, merci, M. le député de Mont-Royal.

Ayant accompli son mandat, je lève donc la séance de la commission et j'ajourne les travaux sine die. Merci beaucoup.

(Fin de la séance à 11 h 5)